

Année 2018

Supprimer les menus de substitution à Beaucaire est inacceptable !

Le maire Front national de Beaucaire multiplie les provocations. La dernière en date : il fait supprimer le repas de substitution au porc dans les cantines. C'est inacceptable.

De nombreux enfants sont concernés par cette mesure. Rappelons que l'hôpital public et l'armée proposent, comme la grande majorité de la restauration scolaire, une offre de repas diversifiés pour respecter les convictions personnelles et les habitudes alimentaires de chacun.e. C'est d'ailleurs ce que préconise l'observatoire national de la laïcité aux maires qui ont en charge la restauration scolaire primaire et maternelle.

Depuis des dizaines d'années c'est la règle dans les cantines sans que cela ne pose de difficultés. Pourquoi aujourd'hui y aurait-il un problème dans une commune à direction FN ?

La Laïcité promeut l'égalité et non les divisions et les discriminations. Permettre à chaque enfant de bien manger à la cantine est un engagement municipal que le maire de Beaucaire devrait se rappeler. Exclure, de fait, des enfants de confession religieuse musulmane ou juive est inacceptable. Le repas est un moment de partage, de rencontres y compris culturelles. Nous invitons les parents d'élèves de Beaucaire à visiter des services publics de restauration scolaire dans les municipalités à direction communiste, ils y découvriront des espaces de liberté, de qualité, d'égalité et de fraternité.

9 janvier 2018 Parti Communiste Français

++++
++++

Le PCF condamne les menaces antisémites à la synagogue de Saint-Maur

Alors que l'on vient de commémorer l'attentat contre l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, un nouvel acte antisémite s'est produit au centre communautaire juif de Saint-Hilaire dans le quartier de La Varenne à Saint-Maur, qui a reçu des menaces de mort.

Le PCF condamne avec la plus grande fermeté les menaces anonymes haineuses qui visent à créer un climat de peur parmi les français de confession juive après l'incendie de l'épicerie de Créteil.

Les auteurs de ces actes doivent être poursuivis et condamnés.

15 janvier 2018 Parti Communiste Français

++++
++++

JUSTICE RENDUE AUX CHIBANIS DE LA SNCF

Le parti communiste français se félicite du jugement rendu par la cour d'appel de Paris ce 31 janvier 2018 : cette victoire est celle de la dignité et de l'égalité pour les 848 cheminots marocains maintenus, durant toute leur carrière, à des conditions inférieures en raison du critère de la nationalité et dont la pension s'est trouvée 3 fois moins importante que leurs collègues au moment de leur départ en retraite. Cette discrimination a été jugée par le Défenseur des Droits comme « organisée, statutaire » et non sans lien avec notre histoire coloniale !

Il est important de se rappeler que ces ouvriers ont été Recrutés directement au Maroc dans les années 70, ils étaient triés sur le critère « aptes à tout » car en bonne santé et forme physique, ces ouvriers furent Agents « de mouvement », « reconnaisseurs », « aiguilleurs », « au charbon » ou « au graissage ». Ils firent le même boulot que leurs collègues français mais ne bénéficièrent pas des mêmes avantages en matière d'évolution de carrière, de médecine, de jours de carence et de retraite.

Cette victoire met en lumière les conditions d'exploitations de ces ouvriers immigrés considérés sous le seul angle de la force de travail dans une période où la société française considérait qu'ils avaient vocation à rentrer au pays. Cette victoire devrait encourager à porter haut et fort le combat pour l'égalité pour toutes et pour tous et à agir pour faire reculer toutes les discriminations.

1^{er} février 2018 Parti Communiste Français

++++
++++

Racisme : Une montée inquiétante des agressions violentes (PCF)

La publication des chiffres du Ministère de l'Intérieur, enregistre une baisse des actes racistes en 2017 mais, dans le même temps, une augmentation des agressions violentes notamment contre des personnes de confession juive ou musulmane : c'est la preuve que la lutte contre toutes les formes de racisme doit rester une priorité publique et politique. Aucun enfant, aucun citoyen, quelle que soit sa religion, ne peut être agressé en raison du port d'un insigne religieux. Il est important de renforcer, à l'école, les programmes contre toutes les formes de racisme, d'apprendre à déconstruire les préjugés pour faire reculer durablement l'intolérance. Cependant l'éducation ne suffit pas, il faut un sursaut citoyen.

D'autant que l'immense majorité des injures et menaces ne donnent pas lieu à des plaintes : d'après la CNCDH, seulement 6% des faits ou insultes racistes sont signalés à la police et seulement 3% sont enregistrés. En 2016, 1 français sur 3 a déclaré avoir été

l'objet de comportements racistes au cours des 5 dernières années, ce qui donne une moyenne de 4 millions par an.

Ce chiffre élevé est à rapprocher du fait que très majoritairement les français pensent que le racisme est répandu. En cause, une parole raciste, ethnisante décomplexée, banalisée dans la sphère publique. C'est là un vrai sujet de préoccupation même si, contradictoirement, l'indice de tolérance progresse.

On sait trop le rôle détestable que peuvent jouer des discours politiques et médiatiques dans la libération de la parole raciste et dans le déplacement de la question sociale sur le terrain identitaire.

Le racisme est un poison qui blesse des millions de citoyens en raison de leur origine ou de leur religion, réelle ou supposée, de leur couleur de peau, de leur patronyme. Le racisme en actes, ce sont des insultes, des menaces, des agressions, ce sont aussi des discriminations dont le caractère systémique n'est plus à démontrer.

C'est à l'ensemble des manifestations du racisme sous toutes ses formes qu'il faut s'attaquer car il s'agit, à la fois du respect de la dignité et de l'intégrité de chaque être humain et du rétablissement de l'égalité de traitement.

Paris, le 2 février 2018. Parti communiste français,

++++
+++

Une adresse à construire du commun. L'antiracisme, notre combat ! Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, célébrée chaque année le 21 mars à l'initiative de l'ONU depuis le massacre de Sharpeville en 1960 en Afrique du Sud, reste d'une brûlante actualité. Mais cette actualité n'est pas seulement celle de la solidarité internationale due aux victimes de discriminations raciales dans le monde, elle est celle de l'Europe et de notre pays, la France.

L'installation au premier plan de la vie politique de partis ouvertement racistes et xénophobes, les coalitions nouvelles entre forces de droite et d'extrême droite accédant ou aspirant au gouvernement dans plusieurs pays européens, les discriminations racistes structurelles dans le travail, le salaire ou l'accès au logement, la mise en concurrence des travailleurs selon leur origine pour favoriser le dumping social au détriment du principe « à travail égal, salaire égal », la banalisation des discours racistes, leur présence virulente sur les réseaux sociaux, la montée des violences, le traitement indigne des migrants... les signaux d'alerte sont malheureusement nombreux.

Si le combat antiraciste est constitutif de notre histoire communiste, force est de constater qu'il est urgent de le remettre au premier plan de nos combats en renouvelant l'analyse de ce que nous avons à combattre.

Les visages hideux du racisme ont pris de nouvelles formes, visent de nouvelles cibles, mais la concurrence des racismes et de leurs victimes est un piège. Car les racismes d'hier et d'aujourd'hui ne s'évacuent pas les uns les autres. Ils s'additionnent. Tous doivent être combattus.

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme a marqué un siècle des combats des communistes français. L'antisémitisme reste un pilier de cette lutte, une exigence à laquelle les communistes n'ont jamais failli, des années 1930 à la Résistance, jusqu'à nos combats actuels contre le révisionnisme des extrêmes droites européennes. L'inauguration de la place Henri-Malberg, à Paris, le 23 mars, à deux pas de la place Henri-Krasucki, en sera un témoignage fort. Et ceux qui persistent, à l'instar de Netanyahou et de ses relais politiques en France, à qualifier d'antisémites nos prises de position contre la colonisation des territoires occupés par Israël en Cisjordanie ou la décision de Trump sur Jérusalem en violation du droit international rendent un très mauvais service à la cause antiraciste. Car unir d'un même mouvement contre l'antisémitisme, et pour la fin de la colonisation et la solution à deux États, assurant la paix et la sécurité aux Israéliens comme aux Palestiniens, c'est le chemin le plus sûr pour faire reculer les racismes que ne peuvent qu'alimenter les logiques de guerre, d'humiliation et de spoliation.

« C'est qu'au fond, il n'y a qu'une seule race : l'humanité. » Jean Jaurès

Le chaos du monde actuel est propice à la montée de tous les racismes. La mondialisation capitaliste en crise porte en elle l'exploitation et la mise en concurrence sans fin des peuples et des dominés, comme la nuée porte l'orage. Et dans la guerre du tous contre tous, racismes et replis nationalistes et xénophobes trouvent un terreau fertile.

Tour à tour, Roms, musulmans, migrants... deviennent la cible. Peu importe la réalité supposée du danger mis en scène, l'essentiel est à chaque fois la construction d'un « ennemi » utile à diviser entre eux les opprimés et les perdants de la mondialisation capitaliste.

Le racisme redevient à grande échelle et dans toute l'Europe un des instruments de la domination de classe. La stigmatisation systématique des musulmans, volontairement confondus avec l'islamisme, ou pire avec le terrorisme, comme les lois et les murs anti-migrants construisent quotidiennement ce discours. L'islamophobie est au cœur de ce dispositif idéologique car elle procède à tous les amalgames, confondant dans un même mouvement racisme anti-immigré et dénaturation de la laïcité, alors réduite à la défense des valeurs chrétiennes, à l'opposé du principe de liberté de conscience qu'elle est censée garantir. L'islamophobie doit être pour cela déconstruite et combattue.

Mais plus encore que la lutte contre les stéréotypes racistes de tous ordres, c'est le combat contre le rapport social d'exploitation de masse, l'instrument de division de notre propre société, la France, qu'est aujourd'hui le racisme, qui doit être considérablement revalorisé dans notre action.

Inégalités sociales, précarisation et nouveaux modes d'exploitation du travail, assignations territoriales dans des quartiers délaissés par la République, discriminations racistes structurelles dans les politiques publiques (embauche, logement, contrôle au faciès) se conjuguent pour mettre à l'index, en état de sous-citoyenneté, une part croissante de la population, et singulièrement de la jeunesse. Nous avons sous-estimé le caractère de masse de ce racisme institutionnel, qui est une injure quotidienne au principe d'égalité dans la République. Comme nous avons les stigmates du colonialisme dans les imaginaires et les réalités d'aujourd'hui.

Ce combat, nous devons le porter haut et fort, en aidant à libérer la parole, à organiser l'action de toutes les victimes de ces discriminations, de toutes celles et de tous ceux qui se vivent comme les « racisés » de la République, à écouter et entendre les souffrances

que cela engendre. Face à ceux qui veulent diviser ou séparer, construisons du commun, une égalité réelle et un nouvel universalisme qui reconnaissent pleinement la pluralité et la diversité des individualités, des cultures, des identités de cette part du monde qu'est notre pays, la France.

21 mars 2018 Pierre Laurent PCF

++++
++

Hommage à Mireille KNOLL : une foule unie et digne contre l'antisémitisme malgré l'opération minable du CRIF contre les Insoumis

La foule était nombreuse et unie pour rendre hommage à Mireille Knoll, cette vieille dame qui après avoir échappé la rafle du Vel d'Hiv est morte assassinée de façon atroce, 76 ans après, par des voyous imbibés de préjugés antisémites.

Le PCF, ses militants, son secrétaire national, Pierre LAURENT étaient présents pour dire leur horreur du crime contre cette vieille dame vulnérable, pour dire leur horreur de la haine antisémite contre laquelle il faut lutter sans relâche, pour affirmer leur soutien à la famille loin de toute instrumentalisation.

Cette marche se devait d'être digne face à l'abject, elle l'a été sauf que l'interdiction du leader de la France Insoumise par le CRIF au rassemblement est inacceptable : Inacceptable ce trait d'union entre les insoumis et l'extrême droite, inacceptable d'assimiler la critique de la politique de colonisation de l'Etat d'Israël à de l'antisémitisme, de criminaliser la campagne BDS, inacceptable de mêler le conflit israélo-palestinien à la tragédie familiale de la famille Knoll. Face cette opération minable contre Jean Luc Mélenchon, la sage attitude est venue de la réponse du fils de la victime : "Le CRIF fait de la politique, moi j'ouvre mon cœur à tout le monde en appelant le plus grand nombre à participer à la marche blanche en mémoire de ma mère".

En qualifiant d'antisémites des prises de position contre la colonisation des territoires occupés par Israël en Cisjordanie en violation du droit international qui sont celles aussi bien des communistes, des verts que des insoumis, le CRIF rend un très mauvais service aux juifs de France, à la cause antiraciste et la lutte contre l'antisémitisme.

29 mars 2018 Fabienne HALOUI et Maryse TRIPIER, Co-animatrices de la lutte contre le racisme et pour l'égalité au PCF

++++

MANIFESTE CONTRE LE NOUVEL ANTISEMITISME : LE COMBAT CONTRE LE RACISME NE DOIT PAS DIVISER MAIS RASSEMBLER !

300 personnalités appellent, dans un manifeste rendu public par le Parisien à lutter contre l'antisémitisme dans des termes violents sur une ligne ouvertement islamophobe,

prenant le risque de dresser les communautés religieuses les unes contre les autres et en accusant la gauche « radicale » d'antisémitisme sous couvert d'antisionisme.

Un consensus national aurait pu se réaliser autour d'un texte qui appelle à lutter contre l'antisémitisme, au lieu de cela, le manifeste objet de toutes les polémiques insulte, divise, stigmatise :

Il insulte la gauche « radicale » pour faire taire toute critique de la politique du gouvernement israélien qui nie aux palestiniens le droit à un état libre et indépendant.

Il produit des amalgames dangereux et mensongers entre l'islamisme radical et la religion musulmane !

Il occulte la continuité de l'antisémitisme en France issue de l'extrême-droite et de la droite pétainiste

Il oublie que les préjugés sur les Juifs sont partagés dans beaucoup de milieux.

Faut-il préciser que ce manifeste évoque l'islamisme radical sans évoquer les causes du terrorisme, les interventions militaires occidentales au proche et au moyen orient. C'est bien l'intervention américaine en Irak qui a enfanté Daesh.

Oui le chaos du monde est propice à la montée de toutes les haines, raison supplémentaire pour faire preuve de responsabilité. Hiérarchiser le combat anti raciste nourrit le racisme et la détestable concurrence victimaire et communautaire.

La lutte contre toutes les formes de racisme exige des analyses sérieuses, des enquêtes statistiques, des éléments scientifiques à fortiori pour étayer l'existence d'un nouvel antisémitisme.

Assimiler les juifs à l'état d'Israël nourrit l'antisémitisme alors que la majorité des juifs ne vivent pas en Israël, que tous les juifs ne sont pas sionistes et que beaucoup d'entre eux ne se reconnaissent pas dans le gouvernement actuel d'Israël. Le fait que des groupes extrémistes violents se revendiquent de l'Islam ne fait pas des citoyens de confession musulmane des terroristes d'autant qu'ils sont les premières victimes de l'islamisme radical dans le monde.

Alors oui c'est avec détermination qu'il faut lutter contre l'antisémitisme, l'islamophobie et toutes les formes de racisme sans les hiérarchiser. C'est aussi avec détermination qu'il faut combattre l'idéologie islamiste et celle de l'extrême droite portée par différents courants nationalistes et xénophobes en France et en Europe.

26 avril 2018 Parti Communiste Français

++++
+++

**10 et 23 mai - Commémoration de l'abolition de l'esclavage
PCF - Macron veut donner de l'épaisseur ses actes : qu'il le
prouve !**

Le 10 et le 23 mai, nous, commémorons l'abolition de la traite négrière et de l'esclavage mais aussi la souffrance des esclaves, cet asservissement humain hideux reconnu, désormais, crime contre l'humanité.

Emmanuel Macron, dans une déclaration, pour le 170^{ème} anniversaire de la 2^{ème} abolition de l'esclavage, a eu des mots forts : « ... *pour ne pas éroder la force des mots, il faut leur donner l'épaisseur des actes... je souhaite que l'Etat prenne enfin sa part pour inscrire pleinement cette mémoire dans notre récit national...* »

Au-delà des effets de style, il y a les paroles et les actes :

L'annonce de la fondation de la mémoire de l'esclavage à l'hôtel de la Marine à Paris n'est en fait que la preuve que les engagements pris par son prédécesseur il y a 2 ans vont être tenus. **Nous n'attendons pas moins d'un président qui veut donner de l'épaisseur aux actes et inscrire la mémoire de l'esclavage dans notre récit national.**

Par contre Emmanuel Macron était attendu sur le projet du 1^{er} musée de l'esclavage sur le territoire métropolitain, le conseil municipal de Paris s'était prononcé favorablement à ce projet, sur proposition des élus communistes, le 27 septembre 2017, une décision saluée par les associations.

Le Parti Communiste Français estime choquant que le président, pour refuser le projet de musée, oppose ce dernier au Mémorial Acte, en Guadeloupe, centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage.

La traite européenne a arraché à l'Afrique 12 à 13 millions d'êtres humains. La France porte la responsabilité de la déportation d'1,2 millions de personnes dont 80 % furent destinés à Saint-Domingue mais aussi à la Martinique et à la Guadeloupe.

Le travail de mémoire et d'éducation ne concerne pas que les départements et les territoires d'outre-mer, il ne concerne pas que les descendants d'esclaves, il concerne tous les français. Il y a un déficit historique à combler pour que la France regarde son passé colonial. IL y a 12 000 musées en France mais toujours pas de Musée consacré à la mémoire de l'esclavage, toujours pas de musée consacrée aux luttes d'émancipation des esclaves, toujours pas de musée pour faire connaître les grandes figures abolitionnistes françaises comme Robespierre, Toussaint Louverture ou Victor Schoelcher.

Le devoir de mémoire, la reconnaissance des crimes coloniaux, la lutte contre le racisme sous toutes ses formes exige que ce musée voit le jour, à Paris, avec le soutien de l'Etat. Ce serait comme le dit si bien Emmanuel Macron donner de l'épaisseur à ses actes.

**Parti Communiste Français
Paris le 9 mai 2018**

+++++

Mort de Saïd El Barkaoui : "le racisme a encore tué"

Il s'appelait Saïd El Barkaoui, il avait 39 ans et avec ses 6 enfants, il vivait dans un quartier résidentiel d'un petit village des Landes. Il est décédé, lundi 4 juin, victime d'une agression qualifiée dans un 1^{er} temps de « tentative d'assassinat aggravée par une motivation à caractère raciste ».

L'auteur de ce crime est son voisin. Assassiné de 5 balles pour de banales histoires de voisinage et de ballons dans le jardin, cela sur fond de racisme, c'est une famille entière qui est détruite.

Le PCF présente ses condoléances à la famille, et les assure de son soutien face à ce terrible drame.

Le racisme a tué. Ce racisme décomplexé, légitimé par certains discours politiques qui stigmatisent chaque jour un peu plus l'immigré ou celui qui est vécu comme tel.

Le PCF exprime son indignation devant un tel acte et espère que la justice fera son travail pour apporter un peu de paix à la famille.

Aux logiques de haine, opposons une société réconciliée dans laquelle personne ne doit se sentir, rejeté, insulté, humilié, blessé ou tué parce que différent. Agissons avec détermination contre l'offensive xénophobe et contre toutes les formes de racisme.

7 juin 2018 Parti Communiste Français

++++
++

Médine : « Notre pays n'a rien à gagner à ce climat de haine et d'intolérance »

La programmation du rappeur Medine au Bataclan à l'automne prochain vient de déclencher une nouvelle cabale des réseaux de droite et d'extrême droite visant à obtenir l'annulation du concert de l'artiste. Cette campagne, qui instrumentalise honteusement la mémoire des victimes du Bataclan à laquelle nous sommes tous sensibles, vise une nouvelle fois un artiste au mépris de la liberté de programmation de ceux qui font vivre cette salle de concert.

La liberté d'expression et de création culturelle doit être préservée contre ces censeurs, d'autant que cette campagne se mène en usant et en abusant de tous les clichés racistes et autres amalgames, assimilant l'artiste à un complice du djihadisme, au mépris de ses mises au point.

Notre pays n'a rien à gagner à ce climat de haine et d'intolérance.

13 juin 2018 Parti Communiste Français

++++
++++

Vérité pour Adama : Le PCF appelle à manifester le 21 juillet

Le PCF appelle à manifester le 21 juillet à 14h à Beaumont-sur-Oise, pour demander la justice et la vérité sur la mort d'Adama Traoré et pour soutenir la famille engagée depuis 2 ans dans ce combat, mais aussi pour demander la vérité sur la mort de Boubakar à Nantes.

La police incarne la force de la loi et la République. Elle a notamment pour mission de faire reculer le climat de défiance et d'accompagner une politique de sécurité et de justice respectueuse des droits et des libertés.

Le PCF réitère l'exigence de l'instauration d'une police de proximité bien formée, disposant des moyens et des effectifs nécessaires à sa mission, gardienne de la paix et loin de la politique du chiffre et du tout répressif. C'est loin d'être le cas, notamment

dans les quartiers populaires. Les effectifs sont à bout, écrasés par l'accumulation des heures supplémentaires.

Les parlementaires communistes sont, à ce sujet, porteurs d'une proposition de loi mettant fin aux contrôles au faciès, trop souvent à l'origine des violences policières, et demandent une réflexion globale sur la mission de la police.

Il faut, comme cela s'est fait à l'étranger, interdire certaines techniques d'immobilisation pouvant s'avérer mortelles. Il faut s'interroger sur l'emploi des armes à feu alors qu'une note de l'IGPN constatait la hausse de leur utilisation, conséquence de l'assouplissement des règles de la légitime défense, disposition critiquée par le syndicat de la magistrature et la Ligue des Droits de l'Homme.

Quel que soit le quartier où l'on vit, la couleur de sa peau ou le pays d'origine de ses parents, chaque citoyen est en droit d'exiger la justice, le respect, la dignité, l'égalité de considération et de traitement.

Samedi 21 juillet, le PCF sera présent à Beaumont-sur-Oise, aux côtés de la famille d'Adama Traoré pour exiger la vérité sur la mort d'Adama.

11 juillet 2018 Parti communiste français,

++++
++++

Arrestation des auteurs de la ratonnade à Beaune Soulagement et inquiétude pour le PCF

Les deux auteurs de la fusillade qui a blessé, à Beaune, 7 jeunes dont 2 gravement, sont en garde à vue pour tentative d'assassinat, violences aggravées par (...)notamment la circonstance que les faits ont été commis en raison de l'appartenance à une soi-disant race, religion ou ethnie, réelle ou supposée, injures publiques à caractère racial, menaces de mort à caractère racial

Le PCF se félicite de cette arrestation et des mobiles retenus par la justice alors que les victimes, les familles et les habitants du quartier Saint Jacques craignaient que le mobile raciste ne soit pas retenu

C'est un véritable soulagement pour le PCF qui est toutefois extrêmement préoccupé par la résurgence d'un climat de haine marqué par une succession d'agressions racistes violentes insupportables, ces 3 derniers mois :

En mai dernier, c'est Sissoko, un joueur de foot qui est victime, sur un stade alsacien d'une avalanche de coups et d'injures racistes en raison de la couleur de sa peau.

Quelques jours plus tard, dans la Loire, c'est une famille originaire du maghreb qui subit des insultes racistes et qui est menacée par un homme qui tire un coup de fusil dans leur direction

En juin, dans les Landes, Said El Barkaoui, meurt après avoir été criblé de 5 balles par son voisin, après un différend de voisinage sur fond de racisme.

A nouveau dans la Loire, une maman d'origine algérienne, après avoir subi des insultes racistes est frappée à coups de laisse devant ses enfants

Sans oublier les 10 militants de l'ultra droite arrêtés qui projetaient des actes violents voire meurtriers contre des musulmans, les camps d'été de milices d'extrême droite qui s'initient aux sports de combat et ceux qui s'improvisent garde-frontières pour empêcher les migrants de traverser la frontière

Pour finir ce 30 juillet par la ratonnade de Beaune

Quand la parole raciste s'émancipe de tout complexe légitimée par des responsables politiques qui chassent sur le terrain de l'extrême droite, le passage à l'acte violent est rendu possible.

Stop au racisme sous toutes ses formes, stop à la stigmatisation de la jeunesse des quartiers populaires, stop à la politique du bouc émissaire, stop à la criminalisation des migrants, stop aux amalgames islamophobes.

10 août 2018 Parti communiste français

++++
+

Pittsburgh : Le poison de l'antisémitisme a encore tué (PCF)

Le PCF condamne le carnage perpétré à la synagogue de Pittsburgh par un suprématiste blanc, adepte de la théorie du complot qui considérait les juifs comme des enfants de Satan et accusait l'association juive HIAS de venir en aide aux réfugiés à travers le monde.

La veille des colis piégés étaient envoyés aux adversaires de Donald Trump par un suprématiste blanc, raciste, antisémite, homophobe, fervent soutien des armes à feu.

Le poison de la haine antisémite et raciale continue de tuer et d'être diffusé en toute légalité puisque le terroriste arrêté s'exprimait régulièrement via «*le réseau social de la libre parole*», refuge pour l'extrême droite, les suprémacistes blancs et les néo-nazis.

Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde, d'où la nécessité de ne jamais baisser la garde. La lutte contre l'antisémitisme et contre toutes les formes de racisme aux USA, en France et dans le monde est plus que jamais d'actualité.

Le PCF adresse toutes ses condoléances aux victimes et à leurs familles.

Paris, le 29 octobre 2018. Parti communiste français

++++

Année 2017

Décret « anti-musulman » de Trump : Air-France KLM ne doit pas être l'instrument d'une politique infâme !

Dès son investiture, Donald Trump a multiplié les attaques. En signant le 27 janvier un décret, à effet immédiat, interdisant l'accès du territoire états-unien à tout

ressortissant d'Irak, d'Iran, du Yémen, de Libye, de Syrie, du Soudan et de Somalie, même muni de son visa, le nouveau locataire de la Maison-Blanche a jeté les bases de sa politique raciste et xénophobe, stigmatisant sciemment les musulmans.

Des centaines de milliers d'Américains ont, sans attendre, manifesté dans plusieurs grandes villes du pays et aéroports pour soutenir les passagers retenus à la frontière par les autorités et pour exiger l'abrogation de ce décret infâme bafouant les principes fondamentaux des droits humains. Plusieurs recours en justice ont été déposés par des associations et militants des droits de l'homme qui n'ont pas manqué de souligner qu'un grand nombre d'étrangers font vivre l'économie du pays.

Cette mobilisation populaire massive et instantanée, que le Parti communiste français salue et soutient, a permis de remporter de premières victoires puisqu'une juge fédérale a signé une ordonnance permettant aux personnes ciblées par le décret, et possédant un visa valide, de pouvoir entrer sur le territoire états-unien.

Toutefois, certaines compagnies aériennes, dont Air-France KLM, collaborent dans l'application de la politique raciste des États-Unis en empêchant les personnes originaires d'un des sept pays listés dans le décret d'embarquer dans leurs avions.

C'est inadmissible et une honte pour notre pays que la compagnie nationale se rende complice de cette politique discriminatoire.

Le PCF demande instamment au gouvernement d'intervenir sans délai auprès d'Air-France KLM, dont il est actionnaire à plus de 17 %, afin que la compagnie aérienne respecte pleinement la liberté de circulation de tout individu, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

31 janvier 2017 Parti communiste français,

+++++

Justice pour Théo (Fabienne Haloui PCF)

Un contrôle de police se termine pour l'interpellé, par un viol à la matraque et par des propos rapportés comme humiliants et racistes. C'est effrayant et inacceptable ! Il appartiendra à la justice de qualifier la nature de ces violences : les sanctions doivent être exemplaires. Il faudra aussi comprendre les causes qui rendent trop souvent des interventions de police attentatoires aux droits fondamentaux.

Les habitants des quartiers populaires ne sont pas des ennemis dont il faudrait se méfier et tenir à distance. Quel que soit le motif d'interpellation, la dignité de tout être humain doit être préservée si nous ne voulons pas qu'un fossé de haine et de défiance se creuse entre les forces de l'ordre et la jeunesse des quartiers populaires.

Comme l'a fait Pierre Laurent, j'affirme que les violences policières discriminatoires dans les banlieues doivent sortir du déni. Un débat public est absolument nécessaire pour refonder les missions de la police dans ces quartiers.

7 février 2017 Fabienne HALOUI, Responsable de la lutte contre le racisme et pour l'égalité au PCF

+++++

Pour la justice, la dignité et l'égalité, marchons le 19 mars !

Le Parti Communiste Français appelle à participer, le 19 mars 2017, à la Marche **pour** la Justice et la Dignité.

Après le viol de Théo Luhaka et la mort d'Adama Traoré, cette marche, notamment initiée par des familles de victimes de violences policières, doit être un moment important de lutte et de rassemblement.

Contrôles discriminatoires, humiliations racistes, les violences policières : sortons du déni !

Déjà en 2009, Amnesty International relevait que dans de trop nombreux cas, les policiers mis en cause bénéficiaient d'une impunité judiciaire.

L'urgence est de rompre avec cette politique globale du « 2 poids-2 mesures » et de comprendre les causes qui rendent, dans certaines situations, l'action des forces de police attentatoires aux droits fondamentaux et l'action de la justice en contradiction avec l'égalité des citoyens devant la loi.

Quelle que soit le motif d'interpellation, la dignité de tout être humain doit être préservée si nous ne voulons pas qu'un fossé de haine et de défiance se creuse entre la jeunesse des quartiers populaires et la police qui doit mener ses missions dans le respect des principes républicains et dans l'exemplarité puisque garante de l'ordre public.

Il faut mettre fin aux contrôles au faciès qui sont, souvent, le point de départ de violences policières. L'État a d'ailleurs été récemment condamné par la Cour de cassation pour faute lourde à ce sujet. En finir avec les contrôles au faciès : c'est le sens de la proposition de loi portée par les parlementaires communistes en mai 2016 visant l'encadrement des contrôles d'identité avec la mise en place d'un récépissé.

- Pour en finir avec l'impunité, les stigmatisations, le racisme, les discriminations pour que les jeunes ne soient plus traités comme des ennemis qu'il faudrait tenir à distance,
- Pour instaurer une police de proximité, bien formée, disposant des moyens nécessaires à son travail, gardienne de la paix qui tourne le dos à la politique du chiffre et au tout répressif,
- Pour faire reculer la violence sociale qui frappe les classes populaires, en développant une Sécurité d'emploi et de formation contre le chômage, en augmentant les salaires, en combattant les discriminations et les ségrégations.

Le 19 mars 2017 nous marcherons pour la justice, la dignité et l'égalité à Paris et partout en France où des manifestations sont organisées.

16 mars 2017 Parti Communiste Français

+++++

Vaincre le racisme

En cette journée mondiale de lutte contre les discriminations raciales, le Parti Communiste Français tient à réaffirmer avec force et conviction que la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie est essentielle pour la consolidation des droits fondamentaux de chacun et pour l'avènement d'une solidarité sociale qui favorise la participation de tous au développement d'une société plus juste et plus prospère.

La lutte contre le racisme est également inséparable des règles de fonctionnement des institutions. Ces règles doivent prendre en compte les facteurs qui privilégient et renforcent les relations de dialogue et d'ouverture à l'autre.

Le racisme est un fléau, un frein à la démocratie ! Comme le cas de Théo Luhaka et hélas pleins d'autres, nous le rappelle avec force. Le racisme et l'exclusion sont autant d'expressions de comportements et d'attitudes qui ne doivent pas nous laisser indifférents.

Il nous faut travailler à libérer notre pays, nos institutions de toutes les formes de racisme, se manifestent de différentes façons dans notre quotidien, au travail, à l'école, dans l'accès au logement, le système judiciaire etc...

Nous devons proposer d'autres manières de penser et d'agir pour effacer les pratiques discriminatoires qui affaiblissent notre société et ralentissent l'émergence d'une société inclusive qui reste à construire.

Dans un contexte de très grandes violences économiques, nous devons protéger les plus fragiles d'entre nous comme les minorités culturelles et racisées, les réfugiés et les nouveaux arrivants qui sont la proie de discours xénophobes et racistes mais aussi de violences institutionnelles.

Nous devons mettre un terme à l'instrumentalisation de la laïcité à des fins discriminatoires. Nous devons combattre les théoriciens d'une identité nationale fantasmée qui hiérarchise les français, les religions, les cultures.

Pour en finir avec les stigmatisations, le racisme, les discriminations, les divisions, Nous appelons l'ensemble de la population à s'unir et à manifester au cours des journées du 19 Mars et du 21 Mars pour exprimer notre exigence d'égalité et pour :

- L'application et le renforcement des lois contre le racisme, la xénophobie et le négationnisme
- Un plan de lutte contre les discriminations
- La lutte contre le contrôle au faciès - mise en place d'un récépissé lors des contrôles d'identité
- Le retour du droit du sol intégral

- Le droit de vote des résidents étrangers non-communautaires
- La régularisation des sans-papiers

Tract du PCF distribué le 21 mars 2017

++++
++++

Construire la France en commun, La France de l'égalité, contre le racisme et les discriminations

Le 21 mars est devenu depuis 1960, en mémoire d'une répression policière sanglante du régime d'apartheid à Sharpeville en Afrique du Sud, la journée internationale de lutte contre la discrimination raciale. Aujourd'hui en France, comme en Europe et dans le monde, cette journée est d'une brûlante actualité.

Face aux discriminations et aux violences racistes, qui se développent en idées comme en actes, face aux discours qui les banalisent, j'appelle, au nom du PCF, à faire du 21 mars une journée de mobilisation populaire et citoyenne portant notre volonté d'une République solidaire et fraternelle, débarrassée du racisme et des discriminations, et à inscrire ce combat avec une nouvelle ampleur dans la durée. La France de l'égalité, la République nouvelle que nous voulons n'a de sens qu'engagée dans cette lutte quotidienne contre tous les racismes et la xénophobie, contre l'antisémitisme, l'islamophobie et tous les actes de discriminations liés à l'origine et à la nationalité, à la couleur de la peau, à la religion, à la situation de minorités.

Le racisme est plus que jamais l'instrument de politiques d'exploitation, de domination, d'humiliation. Il divise ceux qui devraient être unis pour mieux évacuer la responsabilité des politiques libérales profondément inégalitaires et des grands groupes capitalistes dont elles servent les intérêts.

Nourri par toutes les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, le racisme ordinaire rabaisse, humilie, déshumanise, menace le vivre ensemble.

Le racisme prend de multiples visages et les discriminations sont souvent cumulatives. Il montre du doigt les travailleurs étrangers pour exonérer le capital de sa responsabilité dans la montée du chômage, comme le fait Trump aux États-Unis et l'hypocrite « clause Molière » de la droite française. Il stigmatise les musulmans de France pour détourner le sens profond de la laïcité et en combattre les principes d'égalité et de respect de la loi de 1905. Il attise une nouvelle guerre des nationalismes. Il réactive l'antisémitisme pour mieux justifier des actes barbares de terrorisme. Il réécrit l'histoire de notre pays pour faire oublier que la France n'a grandi que dans le brassage, le métissage et l'ouverture aux cultures du monde. Il exalte une identité repliée et fantasmée quand l'identité émancipatrice n'est en vérité que mouvement et altérité. Il contrôle au faciès, banalise les violences racistes et les discriminations, à commencer par celles que reproduisent

nos institutions. Il ferme les yeux quand Théo est violé lors d'un contrôle policier musclé. Il justifie le traitement inhumain des migrants et l'indignité de nos politiques d'accueil.

Le racisme est un poison qui mine à nouveau dangereusement nos sociétés et que nous ne pouvons accepter de banaliser ou de relativiser. En cette journée, le Parti communiste, fidèle au combat quotidien qui est le sien depuis sa naissance, réaffirme que le racisme n'a pas sa place dans notre société et que face aux discours de l'extrême droite et de la droite, des mesures concrètes, des politiques publiques d'ampleur doivent être engagées.

Plus que jamais, face à tous les fauteurs de guerre, les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, la laïcité et la solidarité sont les clés du monde futur.

Plus que jamais, une VIème République avec l'égalité au cœur est à bâtir.

Il y a urgence d'en finir avec toutes les discriminations en portant le combat pour le droit à l'égalité dans tous domaines de la société, sur tout le territoire de la République, en retrouvant le vrai sens de la laïcité et de la République sociale, garantes du vivre ensemble, en conjuguant du même pas lutte contre le racisme et lutte pour le progrès social.

Cela veut dire choisir des politiques publiques qui investissent dans les quartiers, dans les territoires ruraux pour leur développement, qui se tournent vers la jeunesse pour lui offrir des débouchés en matière de formation et d'emploi, des politiques publiques qui restaurent l'égalité des droits des citoyens sur tout le territoire en matière d'école, de logement, de santé, d'accès à la culture ; des politiques publiques dédiées à la relance du pouvoir d'achat, à la création d'emploi, à une nouvelle industrialisation de notre pays.

Cela veut dire concrétiser partout et pour tous l'exigence d'égalité. J'appelle, au nom du PCF, l'ensemble de la population à s'unir et à agir, au cours de cette journée et au-delà, pour :

- La mise en œuvre effective de l'arsenal juridique en matière répressive contre toutes les discriminations, en particulier en matière d'embauche et d'accès au logement ;
- Le renforcement de l'éducation antiraciste à l'école et développement d'actions pour la transmission de la mémoire des génocides, de l'esclavage et de la colonisation ;
- La délivrance d'un récépissé lors des contrôles d'identité ;
- La reconnaissance de la citoyenneté de résidence et du droit de vote de résidents étrangers ;
- Le respect de l'égalité des droits au travail entre Français et immigrés, la stricte application du principe « à travail égal, salaire égal », et la sanction des pratiques patronales discriminatoires ;
- La levée de l'interdiction de travailler des demandeurs d'asile et la régularisation des sans papiers ;

- La refonte des politiques locales de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie et établissement de plans territoriaux avec les moyens dédiés pour les associations ;
- La mise en place de délégués départementaux de l'Observatoire national de la laïcité pour la médiation, l'apaisement des tensions, le règlement des conflits dans un esprit républicain.

21.Mars 2017 Déclaration de Pierre Laurent, Secrétaire national du Parti Communiste français

- ++++++

Le PCF choqué par la mise au pilori de Daniele OBONO, jeune députée de la France Insoumise lors de l'émission " Les Grandes gueules" du 21 juin dernier

Lors de l'interview, l'élue ait été sommée par un journaliste de clamer "Vive la France". Pourquoi donc le fait d'être née au Gabon et d'avoir pu soutenir il y a 5 ans, au nom de la liberté d'expression, un rappeur pour ses propos insolents envers la France exigerait d'elle des preuves supplémentaires de sa loyauté envers la France ?

C'est une démonstration manifeste de racisme à l'égard d'une femme noire que certains que **ne** considèrent pas comme une française à part entière.

Car au fond que signifie cette affaire montée en épingle depuis quelques jours ?

Dans la France des droits de l'homme, **des** chanteurs connus pour **leurs** convictions anarchistes **peuvent** "baiser la marseillaise" ou "tringler la république", quand Saïdou, un rappeur aux origines incontrôlées sera mis à l'index parce qu'il "nique la France et son passé colonialiste".

Si la blancheur n'est pas une composante juridique de la qualité de français, force est de constater qu'un homme politique blanc est autorisé à défendre le rappeur aux propos insolents quand ce droit est dénié à une femme noire députée de la république à qui on demande, de manière très coloniale, de faire amende honorable de son soutien passé au rappeur en clamant "Vive La France".

Une façon de se rappeler que lorsque vous êtes descendants d'anciennes colonies, votre légitimité n'est jamais acquise. Cet épisode nous montre encore une fois que le racisme est rapport social de domination structurant dans notre société, qu'il faut rendre visible pour pouvoir l'éradiquer.

Alors que la polémique se poursuit, nous assurons Danièle Obono de notre soutien et notre amitié

26 juin 2017 Parti Communiste Français

+++++

Profanation de la stèle d'Ilan Halimi : acte raciste plein de haine !

Une nouvelle fois la stèle érigée à la mémoire d'Ilan Halimi, à Bagneux, a été profanée, couverte d'inscriptions antisémites et d'obscénités.

Le PCF condamne cet acte raciste plein de haine sur les lieux mêmes du calvaire d'Ilan, séquestré, torturé jusqu'à l'agonie en janvier 2006. Leurs auteurs doivent être poursuivis et condamnés. La lutte contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme doit rester une priorité sans cesse réaffirmée !

2 novembre 2017 Parti Communiste Français

+++++

Manuel Valls, un pion avancé dans la stratégie de l'ennemi de l'intérieur !

La stratégie de l'ennemi de l'intérieur gagne du terrain. Manuel Valls en est un des pions avancés, en utilisant une rhétorique brutale qui s'éloigne du débat démocratique. Quand il ne se démène pas pour faire censurer l'Institut des Recherches Internationales et Stratégiques (IRIS) parce qu'en désaccord avec son directeur Pascal Boniface, il veut faire rendre gorge à Edwy Plenel le directeur de Médiapart ou encore instrumentaliser l'émotion nationale autour de Charlie Hebdo pour sa croisade autoritaire.

Celui qui prône une laïcité d'exclusion brandissant la menace d'un communautarisme fantasmé, après l'épisode des Roms vient de passer un nouveau cap. Désormais Manuel Valls s'est interrogé publiquement le 21 novembre à Madrid sur le problème des musulmans, de l'islam en France, propos immédiatement repris par les sites d'extrême droite. Même ceux qui réclament le droit de critiquer une religion, au nom de la liberté d'expression, se sont jusqu'ici abstenus d'incriminer des personnes ou une population.

En déportant la question sociale sur le terrain identitaire, Manuel Valls est sur le terrain du choc des civilisations, des religions et donc sur celui de DAESH : cette escalade verbale est particulièrement dangereuse ! Il est urgent de désislamiser le débat, de combattre toutes les formes de racismes, et de remettre au centre du débat politique, les attentes sociales des Français dont la cause de leurs difficultés se trouve dans les logiques du capitalisme mondialisé et financiarisé sur lequel Manuel Valls est particulièrement silencieux.

**22 novembre 2017 Fabienne HALOUI et Maryse TRIPIER
Commission Lutte contre le racisme et pour l'égalité au PCF**

+++++

Affaire Rokhaya Diallo : Un nouveau maccarthysme

Il est totalement inacceptable que Rokhaya Diallo et Axiom aient été exclus du conseil national du numérique après une campagne orchestrée par la droite, relayée par le printemps républicain.

Le PCF se félicite que Marie Ekeland à la tête de cet organe consultatif ait démissionné en signe de protestation et avec elle la majorité des membres récemment désignés.

Le procès en illégitimité fait à Rokhaya Diallo, par « crainte d'un manque de sérénité » est dangereux pour la démocratie.

Il est temps que l'affichage pour la diversité dont se réclame Mr Macron se traduise par une politique volontariste pour faire reculer le racisme sous toutes ses formes et faire de l'égalité de traitement une réalité pour tou-te-s les discriminé-e-s : cela passe par leur juste représentation dans les différentes instances démocratiques.

20 décembre 2017 Parti Communiste Français

++++
++

ANNEE 2016

Le combat anti raciste un défi à relever

http://www.pcf.fr/sites/default/files/2016_03_22_antiraciste.pdf

22 mars 2016 Parti Communiste Français

++++
++++

Racisme : la France est montrée du doigt !

Lundi 21 mars, journée mondiale de lutte contre le racisme

La commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) vient de publier un rapport sur le racisme en France de 2010 à 2015. On y pointe la croissance des actes xénophobes, antisémites et islamophobes ; des attentats meurtriers motivés par l'antisémitisme ; un traitement inhumain des roms et une conception restrictive de la laïcité source potentielle de discriminations.

La France, pays de la déclaration des droits de l'homme est une nouvelle fois montrée du doigt : « *Le discours de haine, de par sa banalisation dans la sphère publique, demeure un sujet de préoccupation* ».

On sait le rôle détestable que peuvent jouer des discours politiques et médiatiques dans la libération de la parole raciste ou dans l'instrumentalisation de la laïcité pour exclure !

Cela se traduit par un racisme ordinaire non répertorié par les statistiques. L'étude du phénomène de sous-déclaration des plaintes pour propos racistes conclut que 92% des injures ne sont pas déclarées et qu'il en est de même pour 76% des menaces. Des centaines de milliers de citoyens sont, donc, en France victimes d'injures à caractère raciste et atteints dans leur dignité.

30 ans après la marche pour l'égalité, 10 ans après la révolte des banlieues, la situation des descendant-e-s de l'immigration post coloniale et originaires des DOM-TOM, malgré quelques progrès, reste marquée par les inégalités, les discriminations et la stigmatisation

Nourri par les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, par la multiplication des conflits dans le monde, le racisme gangrène la République, lui fait perdre ses valeurs et les faiseurs de haine exacerbent la concurrence entre les victimes du racisme.

Le plan gouvernemental contre le racisme adopté l'an dernier se met en place : Il est positif de renforcer la législation pour condamner la haine sur les réseaux sociaux, les actions en milieu scolaire ou de mettre en place des comités opérationnels contre le racisme (CORA) dans les départements.

Mais mener le combat antiraciste, c'est sortir de l'ambiguïté politique :

Le Gouvernement ne peut pas déclarer l'année 2015 *Grande Cause Nationale de la lutte contre le racisme* et prôner la déchéance de nationalité ou encore refuser la mise en place du récépissé contre le contrôle au faciès. Quand on est Premier Ministre on ne combat pas l'observatoire de la laïcité présidé par Jean Louis Bianco dont l'action est reconnue pour son action contre les discriminations, on n'assimile pas l'antisionisme et la critique d'Israël à de l'antisémitisme, au risque de diffuser le poison antisémite. Enfin le rôle d'un délégué interministériel à la lutte contre le racisme n'est pas de combattre les organisations antiracistes qui ne partagent pas ses vues mais de travailler avec toutes pour combattre toutes les formes de racisme.

Mener le combat antiraciste c'est aussi prendre des mesures comme :

- ✓ § La mise en place du récépissé contre le contrôle au faciès,
- § Le droit de vote accordé tous les résidents étrangers non européens
- § L'abrogation de la circulaire Chatel relative aux sorties scolaires
- § Un plan d'urgence pour un accueil digne des populations roms
- § Des mesures pour l'accueil des demandeurs d'asile, pour la régularisation des "sans-papiers"
- § Un vrai plan de lutte contre l'ensemble des discriminations

Le PCF considère urgent d'amplifier la lutte contre toutes les formes de racisme, c'est un vrai défi qu'il entend relever avec plus de force pour recréer de l'unité et gagner la bataille de l'égalité réelle !

18 MARS 2016 Fabienne HALOUI, responsable PCF « Lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits »

++++
++

Propos de Laurence Rossignol : "consternants" (Pierre Laurent - PCF)

Consternation à l'écoute de tant de bêtises des propos de la ministre Laurence Rossignol. Comment peut-on prétendre que des "negres américains" étaient pour l'esclavage ? C'est une négation d'un des pires crimes contre l'humanité qui soit.

Quant à l'amalgame à propos du voile et de l'islam politique, il est tout aussi consternant. Cette confusion ne fait que générer de l'exclusion et de la stigmatisation au lieu de faire progresser les valeurs émancipatrices pour toutes et tous

**Pierre Laurent, secrétaire national du PCF,
Paris, le 31 mars 2016.**

++++

10 Mai commémoration de l'abolition de l'esclavage ! La traite négrière a structuré l'idéologie raciste !

Un handicapé malmené, ces jours derniers à Lyon, par la police 'tu es un noir, un nègre ».. les femmes voilées comparées par une Ministre à des nègres américains favorables l'esclavage...la ministre Christiane Taubira comparée à un singe...

Des exemples qui nous montrent que la traite négrière continue d'alimenter les préjugés racistes voire même des propos à caractère révisionniste alors que nous commémorons ce mardi 10 mai 2016 la mémoire de l'esclavage, de la traite et de ses abolitions.

Ce n'est que le 21 mai 2001 que la loi Taubira a proclamé « La République française reconnaît que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du XVIe siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes constituent un crime contre l'humanité. »

Chaque année, le Parti communiste français participe à cette commémoration profondément juste et indispensable au devoir de mémoire.

L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE UN ACTE REVOLUTIONNAIRE

Alors que l'esclavage et la traite négrière étaient à leur apogée, les révolutionnaires français ont posé à la face du monde la question de l'unicité de l'espèce humaine. La première abolition de l'esclavage de 1794 fut une abolition insurrectionnelle, résultant de l'alliance entre les esclaves révoltés de Saint Domingue et les révolutionnaires au pouvoir à Paris. Ils prirent alors le contre-pied de l'idéologie raciste dont l'organisation juridique du « Code noir » refusait aux esclaves noirs toute humanité en les qualifiant de « biens meubles ».

Ce n'est pas un hasard si l'esclavage fut rétabli par la réaction napoléonienne et qu'il faudra attendre le retour en force des abolitionnistes et la Révolution de 1848 pour obtenir, enfin, l'abolition définitive de l'esclavage.

**NOUS SOMMES HERITIERS DE CETTE LUTTE
POUR LA DIGNITE DE L'ETRE HUMAIN**

Nous savons que les séquelles persistent dans notre inconscient collectif. Les initiatives mémorielles sont justifiées mais insuffisantes. Les Antillais ou les réunionnais, tous Français sont racisés dans l'espace public et subissent la discrimination.

L'ESCLAVAGE, LA TRAITE, LE RACISME ET NOUS

Entre 12 à 15 millions d'esclaves ont été déportés de l'Afrique vers l'Amérique (dont la majorité sur moins de 2 siècles), le double si l'on compte ceux qui n'ont pas survécu à la déportation.

Ces chiffres dans leur dureté disent l'horreur, le désespoir, l'humiliation de ces femmes et de ces hommes déracinés marqués au fer rouge, vendus comme du bétail, exploités à l'extrême, martyrisés, assassinés au nom du sacro-saint profit.

C'est de cette période que s'est structurée l'idéologie raciste qui se confond avec l'histoire du capitalisme : ce que Marx appelait « l'accumulation primitive du capital » c'était le travail gratuit des esclaves.

Il n'est que justice de reconnaître que la France comme d'autres pays européens ont une lourde dette envers eux et envers le continent africain.

Commémorer la mémoire de ces femmes et de ces hommes, connaître leur histoire qui est notre histoire reste indispensable - aussi bien pour comprendre notre présent que pour imaginer notre avenir, à l'heure de la multiplication des barbelés, des camps de réfugiés, et de la montée des extrêmes- droite racistes et xénophobes en Europe.

Les esclaves n'ont jamais accepté leur sort et se sont toujours révoltés pour leur liberté. Leur lutte fait partie intégrante de l'histoire de la libération humaine. Elle en constitue plusieurs des pages les plus héroïques.

10 mai 2016 La commission Lutte contre le racisme et pour l'égalité au PCF

++++
++++

Décès d'Adama : la vérité vite !

Un drame a eu lieu mardi sur notre département avec le décès d'Adama Traoré à la gendarmerie de Persan.

J'adresse au nom du PCF nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses amis.

J'ai entendu la déclaration de Monsieur le Préfet qui a affirmé : « La famille a droit à la vérité ». Je partage bien entendu cette opinion et **je demande qu'une enquête sérieuse et honnête ait lieu très rapidement.** Dans un même temps, même si la colère est légitime, les violences doivent cesser.

En effet, **rien ne justifie la mort d'un jeune de 24 ans.** C'est intolérable et cela dure depuis trop longtemps. La première réponse au malaise des habitants de nos cités a été la répression. **A la répression, se sont ajoutées les politiques d'austérité** qui n'ont fait qu'empirer les conditions de vie dans de nombreux quartiers. Les divisions dans la société, le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, l'islamophobie ont, par contre, prospéré.

La prolongation de l'état d'urgence alourdit encore plus le climat en pesant sur les citoyens et les forces de l'ordre.

Le Président de la république s'était engagé à mettre fin aux contrôles au faciès mais ceux-ci persistent quotidiennement alors que la grande majorité des policiers aspire elle-même à des relations apaisées avec les citoyens. **Le PCF refuse d'attendre les bras croisés de nouvelles explosions de colère suite à des dénis de justice.**

Le récépissé de contrôle d'identité est un moyen parmi d'autres de la lutte contre les discriminations lors des contrôles policiers dont l'ampleur n'est plus à démontrer. Mesure efficace partout où elle a été instaurée ou testée, sa mise en place en France bloque toujours, malgré sa promotion par un grand nombre d'acteurs. **Nous demandons que les récépissés soient mis en œuvre le plus rapidement possible.**

21 juillet 2016 Jean Michel RUIZ PCF 95

+++++

ON NE COMBAT PAS LE FANATISME PAR LA HAINE ET LES DIVISIONS

Surenchère islamophobe, laïcité falsifiée, amalgames ignobles, l'ambiance, au lendemain des attentats, devient nauséabonde : interdictions de tenues de bain sur la plage au nom d'une « laïcité inconnue », femmes voilées comparées à des nazis ou des sacs poubelle promises à la déportation. Jusqu'à Nicolas Sarkozy qui veut interdire les repas de substitution dans les cantines, revoir les conditions d'acquisition de la nationalité française.

Situer la conflictualité sur le terrain religieux, provoquer de graves fractures au sein de la société française, faire monter l'islamophobie, marginaliser les musulmans, déclarer notre pays en guerre, renoncer à nos idéaux démocratiques, voilà où veulent nous conduire les stratégies du djihad.

Celles et ceux qui entretiennent une confusion dangereuse entre le terrorisme et les musulmans sont sur le terrain recherché par DAECH. On ne combattra pas le fanatisme par la haine, les divisions mais dans l'unité et le respect de tous quelles que soient nos origines, nos convictions, nos croyances ou non croyances.

Face au chaos du monde rongé par le néolibéralisme et l'aggravation des inégalités, la dictature des marchés financiers, les guerres et les interventions militaires, les affrontements identitaires, sachons nous rassembler sur ce qui nous est commun sur le chemin de l'engagement citoyen, l'égalité et de la fraternité, le chemin de la paix et de la coopération pour construire une société de l'émancipation humaine.

16 aout 2016 Fabienne HALOUI Responsable de la Commission Lutte contre le racisme et pour l'égalité au PCF

++++
+++

Un racisme sans voile (Fabienne Haloui PCF)

Deux femmes viennent de subir une opération policière anti-burkini. La première, Siam, devant ses enfants, à Cannes, a dû choisir entre quitter la plage ou être verbalisée car elle portait un foulard. La deuxième sur une plage niçoise, a été sommée de se dévêtir, de quitter sa tunique, à la demande de 4 policiers.

En prétendant assurer les bonnes mœurs et l'ordre public, lutter contre l'oppression patriarcale, les racistes, les islamophobes se lâchent : ils humilient, attentent aux droits fondamentaux de la personne, portent gravement atteinte au principe de laïcité.

La droite, l'extrême droite mais aussi le Premier ministre portent une terrible responsabilité dans ces dérives racistes, malsaines et dangereuses. Il est urgent de se ressaisir et de ne pas tomber dans le piège de la haine et de la division tendu par les extrémistes et les fanatiques.

24 aout 2016 Fabienne Haloui, responsable de la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits au PCF

++++

LA DROITE EXTREME ET MANUEL VALLS DESAVOUES L'OPERATION ISLAMOPHOBE FAIT FLOP !

L'ordonnance du Conseil d'Etat est claire : l'arrêté anti burkini porte une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et venir, la liberté de conscience et la liberté personnelle.

Je me félicite que l'action engagée par le Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et le Collectif contre l'Islamophobie en France (CCIF) ait permis l'annulation par le conseil d'état de l'arrêté de la honte et que l'ordonnance rendue fasse jurisprudence.

26 aout 2016 Fabienne HALOUI Responsable Lutte contre le racisme et pour l'égalité au PCF

+++++

La France est multiculturelle, la France est laïque (PCF)

La France éternelle que défend Sarkozy n'existe pas, elle relève d'un fantasme visant à diviser quand nous devrions rassembler : notre récit commun reste, malheureusement, à écrire. Notre jeunesse a besoin de connaître tous ses ancêtres, les gaulois certes, mais aussi les tirailleurs sénégalais ou marocains morts pour la France en 1914-1918, les algériens sans citoyenneté sous l'oppression coloniale, les arméniens fuyant le génocide, les juifs polonais fuyant les pogroms, les martiniquais marqués au fer de la traite négrière ou encore les républicains espagnols combattus par Franco et toutes celles et ceux qui ont choisi la France pour des raisons économiques, depuis le 19ème siècle.

Notre histoire est faite aussi d'ombres et de lumières : celle du moyen âge et de la renaissance, celle de la Commune de Paris et celle de Thiers, celle de la Résistance et celle de la collaboration, celle des Lumières et de l'esclavage.

La France est multiculturelle. La France, c'est une chance, est laïque : c'est une réalité qu'il faut accepter sauf à considérer qu'il faudrait expulser quelques millions de français.

Notre récit commun ce n'est donc ni les délires de Zemmour, ni l'histoire sélective de Sarkozy ou de Le Pen ! Au delà de la pluralité de nos ancêtres, ce qui fonde notre appartenance à la France ce sont ses valeurs : liberté, égalité et fraternité.

23 septembre 2016 Fabienne HALOUI Responsable nationale de la lutte contre le racisme au Parti Communiste Français

+++++

LE DEFI DE SE RASSEMBLER ET D'AGIR ENSEMBLE !

Je souhaite à celles et ceux qui fêtent l'Aïd el Kebir que cette journée soit un moment de partage, de solidarité, de convivialité et de paix.

Alors que des faiseurs de haine n'hésitent pas à multiplier les amalgames, les stigmatisations, les instrumentalisation contre les citoyens de confession musulmane, il y a des défis à relever : celui de lutter contre le racisme et l'islamophobie, celui de rappeler que l'esprit de la loi de 1905 prône une laïcité inclusive, celui de combattre les politiques d'aggravation des inégalités sociales,

celui de descendre dans la rue contre la loi El Khomry, celui de faire vivre au quotidien nos valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

12 octobre 2016 Fabienne HALOUI

Responsable de la lutte contre le racisme et pour l'égalité au PCF

++++
+

BEZIERS : LA SURENCHERE DANS L'IGNOBLE NOUS CONDUIT DANS UNE SPIRALE DANGEREUSE (PCF)

Offensives hystériques pour refouler des hommes et des femmes qui fuient des guerres ; propositions électorales en violation du droit républicain et des droits de l'homme ; instrumentalisation de la laïcité et du féminisme à des fins islamophobes : la course à l'échalote entre une partie de la droite et l'extrême droite nous conduit dans une voie dangereuse.

La liste de ces faiseurs de haine s'allonge d'autant que la médiatisation de leurs méfaits, à l'exemple de Béziers, semble plus forte que celle des actes de celles et ceux qui organisent l'accueil et la solidarité et qui cherchent des réponses dans la dignité.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, avec une délégation de parlementaires communistes s'est rendu, lundi, à Calais, pour rencontrer les acteurs locaux et trouver des réponses à la situation de crise : renouer avec une politique d'accueil digne, traiter en urgence le problème des mineurs isolés, mettre en œuvre des moyens, car le démantèlement qui doit se faire dans des conditions acceptables ne signifie pas la fin de la présence des migrants à Calais.

Les saillies des uns et la « com » ignoble des autres font le buzz médiatique. Elles deviennent le jeu politique de ceux qui, porteurs du même programme de casse économique et sociale, font le choix dangereux d'exacerber la tendance ethnocentrique de leurs électeurs sur le terrain identitaire.

L'affiche municipale diffusée à Béziers sur les terres de Robert Menard est une abomination !

Le copie-collé de l'extrême droite conduit cette dernière à une radicalisation pour conserver son label raciste et xénophobe.

Cette spirale est dangereuse, il faut la stopper !

12 octobre 2016 Parti Communiste Français

++++
++++

C'était aujourd'hui 9 novembre 2016 l'audience à la cour de cassation qui a confirmé la condamnation de l'Etat pour faute lourde dans le cas de contrôles aux faciès !

La justice reconnaît définitivement l'existence de cette pratique discriminatoire et la condamne !

« *C'est une grande victoire* », a salué Félix de Belloy, l'avocat des treize plaignants. « *On sort de plusieurs décennies de non-droit en matière de contrôle d'identité. Les policiers considéraient qu'ils pouvaient contrôler sans motif, c'est terminé.* »

François Hollande, lors de sa campagne en 2012, avait fait de la lutte contre les contrôles au faciès son 30^{ème} engagement ; une fois élu ce fut son premier renoncement.

Cette pratique policière discriminante est le symptôme d'une république en souffrance. Mais, aujourd'hui, la justice a parlé et l'Etat doit prendre ses responsabilités.

Il est urgent que le gouvernement prenne des mesures concrètes visant à la modification de l'article 78-2 pour instaurer le récépissé de contrôles d'identité, objectiver les raisons des interpellations et des contrôles d'identités, ce qui permettrait de réduire les tensions exacerbées entre jeunes et forces de l'ordre.

Laurence Cohen et Christian Favier sénateurs communistes ont déposé en avril 2016, une proposition de loi pour modifier l'article 78-2 : c'est une des mesures contenues dans le pacte d'engagements du PCF pour lutter contre ces discriminations racistes, contraires à l'égalité républicaine.

9 novembre 2016 Parti Communiste Français

++++
++++

Des inscriptions antisémites et anti-roms abjectes à Montreuil (PCF - Fabienne Haloui)

"Juden kaputt", "Extermination totale de tous ces sales cafards de Roms", "sales juifs, sales roms". Ce sont ces inscriptions antisémites et anti-roms abjectes accompagnées d'une croix gammée et d'une étoile de David qui ont sali les murs de l'école "Anne Franck" de Montreuil, durant la nuit de Noël, des inscriptions haineuses qui nous renvoient à l'horreur du génocide des juifs et des roms. Les auteurs de ces tags racistes et immondes doivent être poursuivis et condamnés. Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde, d'où la nécessité de ne jamais baisser la garde dans la lutte contre l'antisémitisme et contre toutes les formes de racisme.

27 Décembre 2016 Fabienne HALOUI PCF

++++

ANNEE 2015

++++

Après le décès de la petite Maria Francesca : le refus de sépulture humainement et moralement inacceptable !

Le « peu de places disponible » n'est pas un argument recevable pour refuser l'enterrement d'un bébé rom sur la commune où la famille vivait comme vient de le faire le Maire de Champlan (91).

Le refus de sépulture est un acte humainement et moralement inacceptable ! Si un tel comportement a heureusement soulevé une large indignation, on ne peut s'empêcher de le rapprocher de celui du maire, d'Angoulême qui a mis des bancs publics en cage pour éloigner les SDF.

Dans les 2 cas, il s'agit des plus pauvres, des plus rejetés, des plus discriminés, des « hors systèmes ». Le pauvre, l'immigré, le Rom devenant le dérivatif idéal de toutes les colères sociales.

Contre les stigmatisations, contre le racisme, contre l'extrême pauvreté une seule réponse : l'accès pour toutes et tous aux droits fondamentaux et à la dignité humaine !

4 janvier 2015 Fabienne Haloui, responsable de la commission Lutte contre le racisme et les discriminations au PCF,

++++
+

Le drame que nous venons de vivre ne doit servir de prétexte à la haine du musulman!

Des hommes, des femmes sont morts pour leur liberté de penser, des policiers sont morts pour défendre cette liberté, d'autres sont morts parce qu'ils étaient juifs. L'horreur !

Ils ont voulu tuer la liberté, celle d'être Charlie ou de ne pas être Charlie, celle de croire ou de ne pas croire.

Ils ont tué des hommes pour leur appartenance religieuse au nom d'une religion dont ils ont trahi le message.

Ces fanatiques obscurantistes, fascistes, se sont attaqués aux valeurs fondamentales de toute société humaine démocratique.

Leur négation de l'humain sert d'autres négations d'autres semeurs de haine, exacerbant un climat raciste déjà particulièrement lourd dans notre pays.

Aujourd'hui, la peur s'installe chez les juifs, la peur s'installe chez les musulmans ! La peur s'installe dans le peuple...

Depuis mercredi, la liste des mosquées cible d'attaques, s'allonge de jour en jour. (coups de feu à Port La Nouvelle et à Saint Juery ; explosion Villefranche, incendie Aix les Bains, tags et vandalisme à Bayonne, Rennes, Béthune, Chalons sur Saone, Poitiers, tête de porc accrochée à l'entrée d'une salle de prière en Corse), tirs sur une voiture en Vaucluse; agression d'un jeune dans un lycée. Des musulmans sont insultés, pris à partie, montrés du doigt, rendus responsables.

Le drame que nous venons de vivre ne doit pas devenir le prétexte de la haine du musulman !

Toute forme de stigmatisation d'une communauté, quelle qu'elle soit, doit être condamnée avec fermeté et détermination. l

Le drame que nous vivons, l'horreur de ces journées sanglantes, doit servir de leçon contre tous les racismes ; islamophobes, antisémites, négrophobes, romanophobes. ...

Répondre à la haine par la haine signerait la victoire des fanatiques, des extrêmes droites, de toutes ces formes de fascismes et nourrirait le terreau de tous les racismes, de tous les totalitarismes, de tous les terrorismes, de tous ceux qui rêvent d'en découdre par la guerre, par la guerre civile.

L'urgence des urgences, c'est permettre que les valeurs d'égalité, de liberté, de fraternité, de laïcité réelles et non dévoyées, reprennent tout leur sens et que notre capacité à vivre ensemble soit plus forte que la guerre des uns contre les autres !

Pour une politique de l'humain d'abord, une politique qui ait une âme, celle des coquelicots et des cerisiers, celle du rêve et du rire, celle de la créativité, de l'espérance et du bonheur.

11 JANVIER 2015 Fabienne HALOUI Responsable de la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits au Parti Communiste Français

APARTHEID/VALLS : PAS D'EGALITE SANS SOLIDARITE !

La France n'est pas Soweto, La France n'est pas l'apartheid mais 30 ans après la marche pour l'égalité, la société française ne traite pas ses enfants à égalité, notre universalisme est aveugle aux différences ! A situation sociale égale, les enfants et petits enfants d'immigrés du Maghreb, d'Afrique Subsaharienne ou des DOM-TOM sont plus discriminés dans l'accès à l'emploi, au logement, aux loisirs en raison de la couleur de leur peau, de leur patronyme, de leurs origines, de leur religion vraie ou supposée. 63 % des français ne les considèrent pas vraiment français.

Dans les zones urbaines sensibles, le chômage est multiplié par 4 ou 5, l'échec scolaire par presque 3.

60 % des immigrés du Maghreb vivent dans le logement social ou des logements privés faisant fonction de logement social, en raison de leur état dégradé. Ils sont 69 % à vouloir déménager; 2 fois plus nombreux à vouloir quitter leur quartier que les ménages français de parents français.

Le renforcement de la citoyenneté au service d'un idéal républicain fantasmé n'apportera pas de réponse à une question centrale : l'égalité de façade ce n'est pas l'égalité réelle. Pas de réponse sans justice sociale, pas d'égalité sans solidarité et sans lutte déterminée contre toutes les discriminations.

22 janvier 2015 Fabienne Haloui, Responsable Lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits au PCF

+++++

+++++

70ème anniversaire de la libération des camps : "Le racisme est une violence qu'il faut éradiquer" (Fabienne Haloui)

La commémoration du 70^{ème} anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz nous rappelle à quelle folie meurtrière et exterminatoire le poison de la haine raciale et de l'antisémitisme peut conduire quand il est érigé en système.

Le doublement des actes antisémites en 2014 sur 2013, la prise d'otages à l'hypermarché Cacher nous rappellent que le ventre est toujours fécond d'où est sortie la bête immonde.

La Commission Nationale Consultative des Droits de L'Homme (CNCDH) alerte depuis 4 ans sur la montée de l'intolérance, la libération de la parole raciste, le rôle d'internet et la désignation de boucs émissaires en la personne des Roms et des arabo-musulmans.

A plusieurs reprises, le président de la République et le 1^{er} ministre ont manifesté, en 2014, leur intention de déclarer, Grande Cause Nationale, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Il n'était plus possible de se contenter de déclarations d'intention si généreuses soient elles et de discours moralisateurs.

François Hollande vient de déclarer qu'un plan de lutte serait rendu public fin février, le PCF ne peut que se féliciter de cette annonce. Oui, il est urgent de légiférer sur la régulation des réseaux sociaux.

La transmission de la mémoire est également évoquée pour désamorcer l'ignorance : cela devra concerner, bien entendu, la shoah mais également l'esclavage et la colonisation qui ont aussi généré crimes, génocides, asservissements d'êtres humains.

Hannah Arendt considérait que le système colonialiste, mélange de violence et de bureaucratie, était une ébauche du système concentrationnaire. Rien dans l'action gouvernementale ne doit encourager la concurrence mémorielle qui fait le fonds de commerce des faiseurs de haine.

Le plan sur lequel travaille le Gouvernement devra aller au-delà de l'aspect répressif et de la transmission, il faudra analyser en profondeur tous les racismes, la romophobie, la négrophobie, l'islamophobie et les nouvelles formes d'antisémitisme pour mieux les combattre. Il faudra poser la responsabilité des médias et des politiques.

Il ne faudra pas rester sourd au racisme ordinaire qui fait des ravages et qui se traduit par des souffrances, des humiliations, des vexations, des rejets, le

sentiment de moins compter que d'autres. Il ne faudra pas rester sourd aux discriminations systémiques qui génèrent tant d'injustices et de frustrations.

Le racisme est une violence qu'il convient d'éradiquer ! Donnons-nous en les moyens !

28 janvier 2015 Fabienne HALOUI PCF

20 et 21 mars : Pour éradiquer le racisme sous toutes ses formes !

Le PCF appelle à faire des 20 et 21 mars des journées de mobilisation populaire et citoyenne portant notre volonté commune d'une République pour tous et notre détermination à éradiquer tous les racismes, toutes les formes de discriminations et la xénophobie qui empoisonnent la vie de nos concitoyen-ne-s et divisent la société française.

Les actes antisémites ont doublé en 1 an. Les actes islamophobes ont été aussi nombreux, en 1 mois, que pour toute l'année 2014. Le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, la xénophobie, sont des poisons qui divisent le peuple. Ils cachent les véritables responsables de la crise, ils sont utilisés par les forces réactionnaires et d'extrême-droite dans leur projet d'une France anti-républicaine.

La haine ordinaire se développe, la « parole libérée » que Marine Le Pen appelait de ses vœux, après les attentats du 7 Janvier 2015, n'est plus, chose gravissime, un délit mais une opinion banalisée. Il y a danger !

Les faiseurs de haine sont totalement décomplexés : les propos immondes tenus par des candidats d'extrême droite sur les réseaux sociaux nous le rappellent.

Et tout cela, sans sanction prise à la mesure du préjudice subi.

L'intolérance contre les « arabo-musulmans » et les Roms est pointée depuis 6 ans par la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme sans vraie réaction des gouvernements successifs, que le gouvernement Valls-Hollande a lui-même poursuivi la politique de répression contre les migrants.

La parole s'est libérée car l'exemple est aussi venu d'en haut, de ministres, d'hommes politiques qui instrumentalisent, multiplient les amalgames, les stigmatisations. Leur responsabilité est considérable !

Nourri par toutes les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, le racisme, sous toutes ses formes, menace le vivre ensemble dans une République où les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité et de solidarité sont plus que jamais à cultiver.

Le racisme est l'instrument d'une domination économique et sociale insupportable qui divise ceux qui devraient être unis permettant d'évacuer la responsabilité des politiques libérales et des grands groupes capitalistes.

La République pour tous, l'égalité, ça veut dire des politiques publiques qui investissent dans nos quartiers, dans nos territoires ruraux pour leur développement, qui se tournent vers la jeunesse pour lui offrir des débouchés en matière de formation et d'emploi, des politiques publiques qui restaurent l'égalité des droits des citoyens sur tout le territoire en matière d'école, de logement, de santé, d'accès à la culture ; des politiques publiques dédiées à la relance du pouvoir d'achat, à la création d'emploi, à la réindustrialisation de notre pays, l'égalité femmes / hommes dans les actes.

Il y a urgence à faire reculer le racisme ordinaire qui rabaisse, humilie, déshumanise

Il y a urgence à ouvrir un débat national sur la nature des racismes qui gangrènent notre société pour mieux les combattre dans leur globalité sans les hiérarchiser.

Il y urgence d'en finir avec toutes les discriminations en portant le combat pour le droit à l'égalité.

Il y a urgence à retrouver le vrai sens de la laïcité, garante du vivre ensemble.

Nous appelons l'ensemble de la population à s'unir et à manifester au cours de ces deux journées pour exprimer notre exigence d'égalité et pour :

- L'application et le renforcement des lois contre le racisme, la xénophobie et le négationnisme
- La lutte contre le contrôle au faciès
- Le retour du droit du sol intégral
- Le droit de vote des résidents étrangers non-communautaires
- La régularisation des sans-papiers

16 mars 2015 Parti Communiste Français

++++
+

Après l'annonce du plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme par Manuel Valls, réaction du PCF : des annonces en trompe l'œil sans vrais moyens !

Déclarer la lutte contre le racisme et les discriminations grande cause nationale était une demande du Parti Communiste. Nous ne pouvons donc qu'approuver cette annonce qui est accompagnée d'un plan de mesures visant à renforcer les dispositifs législatifs et pédagogiques. Mais qu'en est-il réellement ?

100 millions sur 3 ans : lorsqu'il aura été déduit le budget consacré à la campagne de communication « Grande cause nationale », que restera-t-il pour financer les 40 mesures annoncées ? L'annonce pourrait être au final une opération de saupoudrage. Quelles associations bénéficieront de financements et sur quels critères ? Quels moyens pour les instances départementales qui vont être créées ?

S'il était par exemple urgent de légiférer pour combattre les haines contre les juifs et les musulmans qui se déversent sur les réseaux sociaux, d'autres mesures interpellent et ne font pas consensus car pouvant porter atteinte à la liberté d'opinion.

C'est le cas des propos racistes et antisémites déjà passibles d'amendes et de peines de prison qui dépendaient de la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 et qui seront punis comme n'importe quel délit de droit commun. De nombreuses associations de défense de droit de l'homme, des magistrats parlent de « fausse bonne idée », du risque que la banalisation de jugements en comparution immédiate remplace des procès sur le fond ayant un rôle exemplaire, "pédagogique ».

Le « répressif » semble l'emporter sur le « pédagogique » !

Plus généralement, le dispositif semble destiné à lutter contre le racisme comme l'expression de comportements individuels qu'il faudrait éduquer ou réprimer sans que soit désignée la responsabilité de la parole politique dans la montée de l'intolérance et dans la libération de la parole raciste, sans que soit pris l'engagement de mener le combat contre le racisme institutionnel et les discriminations.

Pas d'annonces qui auraient pu marquer un vrai engagement du gouvernement comme la mise en place du récépissé contre le contrôle au faciès qui comme le droit de vote des résidents étrangers avait été une promesse de François Hollande ! Ce droit de vote qui aurait permis aux étrangers de devenir des acteurs de la vie de la cité au lieu de devenir des enjeux électoraux.

Il n'est nullement fait allusion au contexte de crise économique et à l'aggravation des inégalités sociales, aux raisons qui déplacent la question sociale sur le terrain identitaire, au rôle dévolu à l'identité nationale, à l'instrumentalisation de la laïcité à des fins islamophobes, à l'exclusion par des élus de la république des roms.

La phrase la plus redoutable du chef du Gouvernement semble être le parallèle entre l'affirmation « les français juifs ne devaient plus avoir peur d'être juifs » et « les Français musulmans ne devaient plus avoir honte d'être musulmans ».

Qu'est-ce que cela signifie ? Les français de confession musulmane devraient-ils porter le poids de la culpabilité ? mais quelle culpabilité ? Discriminés et donc victimes ou coupables ? Ne peuvent-ils pas avoir peur eux aussi ?

La CNCDH (Commission Nationale consultative des droits de l'homme) pourtant, dans son rapport rendu public la semaine dernière, relevait quatre sujets préoccupants :

- la recrudescence des préjugés antisémites, la banalisation d'un racisme violent à l'encontre des Roms tant biologisant que culturel

- la montée de l'intolérance à la pratique religieuse des citoyens de confession musulmane dans l'espace public et privé
- l'émergence d'une conception dévoyée de la laïcité et du principe de neutralité de l'Etat comme rempart à l'Islam, en ce que la laïcité n'est plus un outil d'apaisement mais un prétexte au rejet des différences

Qu'il se nomme antisémitisme, islamophobie, négrophobie, romophobie, xénophobie ou altérophobie, le racisme est une violence qu'il faut éradiquer, donnons nous en les moyens sans hiérarchie aucune !

20 AVRIL 2015 Fabienne Haloui, commission Lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits au PCF

++++
++++

LE MAIRE DE VENELLES VEUT INTERDIRE LE CULTE MUSULMAN L'UMP PARLE DE L'EXCLURE SAUF QUE LE VER EST DANS LE FRUIT !

Interdire la pratique d'un culte religieux, c'est une atteinte grave aux libertés individuelles dont la logique totalitaire est synonyme de poursuites, de persécutions, de bannissement, d'expulsion, de déportation.

La phobie d'un individu lorsqu'elle se transforme en message politique porté par un élu de la république doit nous interroger.

L'environnement politique de Robert Chardon, Maire UMP de Venelles, dans les Bouches du Rhône, pouvait-il laisser supposer une telle dérive ? Poser la question, c'est déjà y répondre.

C'est bien Nicolas Sarkozy, père du ministère de l'identité nationale, qui déclarait que le droit de vote des résidents étrangers ferait élire des maires musulmans qui imposeraient le hallal dans les cantines. Sans revenir sur toute la prose islamophobe qui caractérise de nombreux dirigeants UMP, attardons nous sur les derniers propos de 2 élus qui, en région Provence Alpes Côte d'Azur, labourent les terres du Front National : Christian Estrosi et Eric Ciotti. *5^{ème} colonne, français et catholiques menacés par l'islamo fachisme, 3^{ème} guerre mondiale, civilisation chrétienne pervertie par l'étranger musulman* pour finir par la **proposition d'Eric Ciotti qui, pour l'obtention de la nationalité française, veut un retour au droit du sang, accompagné d'un droit du sol pour les seuls ressortissants de l'Union européenne.**

En gros, tous les enfants nés en France de parents non européens ne pourraient devenir français. Il est facile de deviner à qui pense Eric Ciotti, c'est peut-être

pour cela que le Maire UMP de Venelles a aussi proposé que les citoyens de confession musulmane soient déchus de la nationalité.

L'UMP a annoncé une procédure d'exclusion contre Robert Chardon, le Maire de Venelles, saine réaction, serions-nous tentés de dire, sauf que le ver est dans le fruit !

16 mai 2015 Fabienne HALOUI Responsable de la Commission de lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits au PCF

+++++

CHIBANIS DE LA SNCF : UNE BELLE VICTOIRE DE L'EGALITE !

Le jugement rendu par le Conseil des Prud'hommes de Paris en faveur des 800 cheminots marocains ou d'origine marocaine est une formidable victoire dans le combat pour l'égalité alors que le critère de la nationalité avait trop longtemps maintenu dans des conditions inférieures ceux appelés les « chibanis » car ils luttèrent pour leurs droits à leur retraite quand ils constatèrent qu'elle était bien inférieure à leurs collègues français disposant du statut des cheminots.

Recrutés directement au Maroc dans les années 70, triés sur le critère « aptes à tout » car en bonne santé et forme physique, ces ouvriers furent Agents « de mouvement », « reconnaisseurs », « aiguilleurs », « au charbon » ou « au graissage ». Ils firent le même boulot que leurs collègues français mais ne bénéficièrent pas des mêmes avantages en matière d'évolution de carrière, de médecine, de jours de carence et de retraite.

Cette victoire met en lumière les conditions d'exploitations de ces ouvriers immigrés considérés sous le seul angle de la force de travail dans une période où la société française considérait qu'ils avaient vocation à rentrer au pays. Cette victoire devrait encourager à porter haut et fort le combat pour l'égalité pour toutes et pour tous et à agir pour faire reculer toutes les discriminations.

23 septembre 2015 Fabienne HALOUI Responsable à la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits au PCF

+++++
+++++

Mercredi 21 octobre 2015, la Conférence régionale sur la question des Roms a enfin eu lieu, après de longues années de demandes réitérées en direction de l'État par les associations et de nombreux élu-e-s locaux particulièrement communistes-Front de gauche.

Cette demande visait à ce que l'Etat crée enfin les conditions pour que ces familles qui vivent au quotidien la précarité et la détresse voient respectés leur droits à l'hébergement, à l'accompagnement et à l'insertion. Et c'est à l'échelon régional que l'Etat doit mobiliser les différents acteurs pour que des solutions concrètes et urgentes soient trouvées.

Cette conférence régionale organisée par le Préfet de région Carenco réduisait déjà dans son intitulé les enjeux aux « campements illicites Roms ». Une approche qui s'annonçait peu soucieuse des réalités humaines, bien plus diverses et complexes, comme ont pu le décrire les acteurs de terrain en ouverture de la conférence, insistant unanimement sur l'échec flagrant des expulsions sans accompagnement et de leur coût exorbitant.

Or, les conclusions du Préfet Carenco ont pris le contre-pied total de cette discussion, limitant l'engagement de l'Etat à deux propositions minimalistes et d'une certaine manière raciales. La première : constitution d'un groupe de travail visant à classer les « campements » entre « accompagnables » et « expulsables ». Au passage, le Préfet Carenco nie la réalité de « bidonvilles » et affirme que ce sont les Roms eux-mêmes qui souhaitent de telles conditions de vie. Les Roms constituent-ils un groupe en dehors de l'humanité, qui n'aspire pas à ses besoins élémentaires et universels de sécurité et de confort?

Le second groupe de travail vise la construction de solutions politiques durables sous la forme de projets sociaux. Ce qui aurait pu constituer une avancée de cette conférence a été immédiatement contredit par la condition du libre choix des collectivités à agir ou non, alors qu'il est évident que l'Etat doit agir comme moteur, construire les dispositifs d'accompagnement là où il est possible de les mettre en place ou de les pérenniser, avec l'aide de fonds européens. S'en remettre à la volonté des collectivités qui ne veulent pas des Roms est pure hypocrisie, voire lâcheté.

Ne passons pas sous silence les propos du Préfet qui aggravent le malaise : la mise à disposition de ses « stagiaires énarques », parmi lesquels « un Mauritanien, mais qui cogite... ». Nouveau préjugé raciale d'un représentant de l'Etat ? Nous posons la question avec inquiétude.

Nous demandons que le rendu des groupes de travail se fasse sous l'autorité d'un ministre de la République et non d'un préfet sujet aux dérapages.

Nous exigeons le renforcement des dispositifs d'hébergement d'urgence pour tous ceux frappés par la grande pauvreté et la précarité de vie, alors que l'on fait le constat de l'asphyxie du 115 et que le Samu social est débordé. Il est dans le même temps indispensable que les moyens soient mobilisés, par exemple les 40 millions que les Régions de France s'approprient à rendre à l'Europe, pour des solutions durables et dignes sous la responsabilité de l'Etat et le pilotage des opérateurs sociaux de la Plateforme AIOS (Plateforme d'Accueil, d'Information,

d'Orientation et de Suivi des ménages issus des campements). Une solution simple finalement.

22 OCTOBRE 2015 Parti communiste Français

+++++

LE 31 OCTOBRE, MARCHONS POUR LA DIGNITE ! Parti Communiste Français

Le samedi 31 octobre prochain, la marche de la dignité contre le racisme partira à 14h de Barbès pour rejoindre la place de la Bastille.

Il y a 10 ans, le 27 octobre 2005, Bouna Traoré, 15 ans, et Zyed Benna, 17 ans, mourraient électrocutés dans un transformateur après une course poursuite avec la police. S'en suivirent trois semaines de révoltes qui secouèrent les banlieues françaises. Un cri de colère traduisant les conditions sociales lamentables, le chômage, la vie dure, les discriminations que subit tout une partie de la population.

10 ans plus tard, la violence sociale menée contre les quartiers populaires est toujours d'actualité.

Rassemblant des organisations très diverses et soutenue par de nombreuses personnalités dont Angela Davis, cette marche veut faire entendre une exigence de dignité, de respect auxquels aspirent légitimement les habitantes et habitants des quartiers populaires.

Cette exigence de dignité ne pourra être réelle qu'à conditions que cessent les relégations, les stigmatisations, le racisme et l'impunité pour les puissants.

Si l'Etat souhaite réellement œuvrer pour le vivre-ensemble, qu'il commence par appliquer dans les faits sa devise : Liberté, Egalité, Fraternité.

Le 31 octobre nous marcherons. Nous marcherons pour revendiquer l'égalité sociale, l'égalité de traitement, la liberté d'accès à l'espace public, le respect de toutes et tous.

Si le gouvernement souhaite véritablement en terminer avec les divisions, qu'il cesse son traitement inhumain des populations roms, des migrants et sans papiers, qu'il condamne avec fermeté les contrôles au faciès et les violences policières...

Pourquoi ne pas mettre en place un véritable travail de mémoire sur le rôle de la France dans les colonies? Pourquoi ne pas arrêter la dégradation et la suppression des services publics tout de suite, notamment dans les quartiers populaires? Pourquoi des mesures ne sont-elles pas prise pour arrêter d'instrumentaliser et de stigmatiser l'islam et les musulmans?

Ce qui menace la démocratie, ce n'est pas un territoire, une partie de la population ou une religion. Ce qui menace la démocratie, c'est ce qui défait la société française, c'est le racisme, c'est la dégradation de nos conditions de vies, c'est le désengagement de l'Etat.

Alors le 31 octobre nous marcherons. Nous marcherons pour combattre ce fantasme politique d'une France blanche, éternelle, chrétienne... Nous marcherons pour proposer, ensemble, un projet de société solidaire et fraternel pour la FRANCE.

Nous marcherons pour 2005 car 2005, c'est demain !

Paris, le 24 octobre 2015 Parti Communiste Français

++++
++++

Zyed et Bouna : C'est en s'attaquant à la violence sociale qu'on mettra fin aux violences urbaines !

Il y a 10 ans aujourd'hui, Zyed Benna et Bouna Traoré deux adolescents de Clichy-sous-Bois décédaient suite à un contrôle de police. La mort intolérable de ces deux jeunes avait conduit à ce que l'on a appelé à l'époque « *la révolte des banlieues* ».

Au lieu de répondre à l'urgence sociale qui s'exprimait, la première réponse faite par le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy, a été la répression. On se souvient de son fameux discours sur le nettoyage des cités au « Karcher », dès le lendemain du drame.

Depuis, rien a changé. Pire, la situation s'est aggravée. A la répression, se sont ajoutées les politiques d'austérité qui n'ont fait qu'empirer les conditions de vie dans de nombreux quartiers. Les divisions dans la société, le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, l'islamophobie ont, par contre, prospéré.

Combien de face à face réguliers, de bavures, de contrôles d'identités quotidiens, d'affrontements parfois violents, venant noircir les lignes d'une trop longue liste illustrant le malaise entre les jeunes de France et la police nationale ? Malaise, le mot est faible. Cette illustration du deux poids deux mesures dans le traitement des affaires qui confrontent jeunes et policiers pose de nombreuses questions quant aux pratiques de la police.

L'urgence est de comprendre les causes qui rendent trop souvent l'action des forces de police attentatoires aux droits fondamentaux et l'action de la justice en contradiction avec l'égalité des citoyens devant la loi. Et ces raisons sont éminemment politiques. Depuis près de 10 ans le monde politique a décidé ou a laissé prospérer l'entreprise de stigmatisation de la figure des « jeunes de banlieue ».

François Hollande, en 2012, s'était engagé à mettre fin aux contrôles au faciès mais ceux-ci persistent quotidiennement alors que la grande majorité des policiers aspire elle-même à des relations apaisées avec les citoyens. Le PCF refuse d'attendre les bras croisés de nouvelles explosions de colère suite à des dénis de justice.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et tête de liste en Île-de-France pour les prochaines élections régionales propose la création d'un observatoire des discriminations pour mieux mesurer le phénomène et pouvoir agir sur les causes. Sans attendre, il propose de mettre en place à titre expérimental dans plusieurs villes d'Île-de-France l'instauration du récépissé contre le contrôle au faciès.

L'heure n'est plus au constat. C'est en s'attaquant à la violence sociale qu'on pourra durablement mettre fin aux violences urbaines et permettre à chaque jeune de ce pays de se construire un avenir.

Nous appelons, le jour anniversaire de la mort de Zyed et Bouna, à prendre partout des initiatives pour réaffirmer avec force que nous voulons être respectés quel que soit le quartier où nous vivons, la couleur de notre peau ou le pays d'origine de nos parents.

27 OCTOBRE 2015 Parti Communiste Français

ANNEE 2014

++++
++++

Dieudonné: « Pour un combat anti-raciste efficace, déjouons tous les pièges » (Pierre Laurent - Fabienne Haloui)

Aujourd'hui les rebondissements juridiques concernant l'arrêté préfectoral d'interdiction de Nantes, jette le trouble. La polémique fait rage sur la méthode Valls. Ces interdictions feront-elles taire la voix de la haine portée par Dieudonné ou vont-elles se transformer en boomerang, lui donnant un écho inégalé et renforçant l'image de victime dans laquelle Dieudonné se complait?

D'autres voies de combat contre les propos infamants de Dieudonné sont-elles nécessaires et lesquelles? Toutes ces questions méritent d'être posées pour apporter des réponses réfléchies, car l'inquiétude grandit devant l'engrenage médiatique et le tourbillon de haine qui sont en train d'aspirer, de diviser et de défigurer notre pays. Pour sa part, le PCF est convaincu de deux choses.

1)Le combat politique, idéologique et juridique contre toutes les formes de racismes doit redoubler. Le danger est là, palpable dans toute la société, nourri par toutes les frustrations, les déstabilisations, les déchirures nées de la crise

sociale, politique, culturelle et morale que traverse notre pays. L'insupportable dérive antisémite de Dieudonné et la banalisation qui l'accompagne en sont un odieux témoignage comme l'ont été les insultes proférées tout au long de l'année à l'encontre de Christiane Taubira.

Plus généralement, de multiples agressions ou discriminations racistes sont vécues au quotidien par nos concitoyens, le plus souvent dans l'anonymat et sans recevoir aucune sanction à la mesure du préjudice subi. Il faut ajouter à cela la dangereuse prolifération de propos et de thèses racistes dans le discours politique comme on le voit avec la stigmatisation de l'islam ou le rejet des populations roms. La solution n'est évidemment pas dans la hiérarchisation ou la compétition des racismes, on ne combat pas un racisme par un autre, mais elle appelle une lutte résolue contre toutes les formes de racismes et de discriminations. Cela suppose des paroles, mais aussi et surtout des actes. Le PCF propose de déclarer la lutte contre le racisme " grande cause nationale" en 2014.

2) Concernant Dieudonné, le PCF condamne avec la plus grande fermeté la dérive raciste et antisémite avérée de ce multirécidiviste de la haine. Ses propos, ses vidéos sont condamnables et doivent l'être. Les condamnations prononcées doivent être appliquées. La loi, notamment la loi Gayssot, le permet. Mais surtout, un combat politique est nécessaire pour démasquer l'imposture de Dieudonné. L'interdiction des spectacles est une voie juridiquement dangereuse et fragile, qui peut se révéler politiquement contre-productive dans un pays attaché comme le nôtre à la liberté d'expression.

Elle nourrit la confusion quand il faudrait la lever pour combattre la banalisation inacceptable des propos de Dieudonné et des réseaux négationnistes qui l'épaulent. Nous appelons les jeunes qui croient voir en Dieudonné un combattant anti-système à ouvrir les yeux.

Non seulement son antisémitisme est avéré, mais c'est un dangereux manipulateur qui instrumentalise la dénonciation du passé colonial et esclavagiste de la France pour nourrir une redoutable spirale de la concurrence mémorielle des populations noires ou issues du Magrheb, justifiant sa propre dérive raciste. Ne tombez pas dans ce piège. Contre tous les racismes, le PCF est décidé à mener ce combat à vos côtés.

9 janvier 2014 PCF Pierre Laurent et Fabienne Haloui

++++
++++

Marie-Christine Vergiat. Roms, prendre la voie du courage politique !

Comment ne pas être révolté par la façon dont les Roms sont traités en Europe et particulièrement en France ? Ils sont les plus pauvres parmi les plus pauvres et subissent moult actes de haine et de violence encouragés par les plus hautes autorités de certains États membres.

Au nombre de 10 à 12 millions sur le continent européen dont 6 à 8 millions au sein de l'Union européenne, ils sont majoritairement des citoyens européens. La France n'accueille qu'une toute petite partie des Roms migrants estimés à 3 millions.

Depuis l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie, ils sont entre 15 000 et 20 000 à chercher à survivre dans notre pays. On pouvait espérer, après le changement de gouvernement en 2012 et la publication d'une circulaire en août de la même année signée par sept ministres, que les choses allaient changer.

Force est de constater qu'il n'en est rien, bien au contraire. Les derniers chiffres publiés par les associations qui interviennent auprès de ces populations sont éloquents. Les démantèlements de camps ont atteint des records absolus, avec un chiffre de 21 237 personnes évacuées en 2013 pour un coût qui dépasse les 10 millions d'euros chaque année.

Comment imaginer le moindre travail social dans un tel contexte ? Comment espérer une scolarisation régulière des enfants ? Et le ministre de l'Intérieur ose dire que ces personnes ne sont pas intégrables.

Alors merci aux maires courageux qui, comme celui de Gardanne ou d'autres élu(e)s de la région parisienne notamment, ont osé mettre leurs valeurs en avant pour prendre ce dossier à bras-le-corps. Il suffirait qu'une centaine d'élus suivent cet exemple et fassent appel aux fonds européens disponibles en ce domaine pour qu'il n'y ait plus de « problème rom » et que l'on ouvre enfin la voie de l'égalité pour ces hommes et ces femmes qui ne demandent qu'une chose : vivre dignement comme tout le monde. La voie du courage politique plutôt que celle de l'instrumentalisation politicienne de populations vulnérables.

28 janvier 2014 Marie Christine Vergiat députée européenne Front de Gauche

+++++

Démantèlement d'un camp Roms à Marseille. Une décision honteuse

Le démantèlement du camp de Saint-Jean du Désert à Marseille est une décision politique honteuse qui confirme la brutalité avec laquelle les Roms sont traités par la République Française. L'argument avancé par les autorités, celui de la vétusté et de l'insalubrité, confine à l'hypocrisie. Il serait valable si d'autres solutions leur avaient été proposées.

A l'heure où l'un des leurs vient d'être la victime d'une agression barbare en région parisienne, il aurait été mieux indiqué de renoncer à cette non-solution qu'est la destruction pure et simple de ce camp, avec la violence réelle et symbolique qu'elle représente. Cet acte constitue une agression caractérisée.

L'Etat et son représentant dans les Bouches-du-Rhône doivent respecter les droits de l'homme élémentaires et engager des politiques d'accompagnement des populations Roms, comme il est démontré qu'elles peuvent porter leurs fruits.

18 JUIN 2014 Pierre Dharréville Secrétaire départemental du P.C.F. 13

+++++

« L'intolérance et le racisme n'ont pas leur place dans le soutien au peuple palestinien » (Fabienne Haloui, PCF)

De très nombreuses manifestations se sont déroulées, ce week end, dans les grandes villes de France pour dire stop au déluge de bombes qui s'abat sur Gaza, pour exiger des sanctions contre Israël jusqu'au respect du droit international, pour demander la fin du blocus illégal et criminel de Gaza : qu'ils soient athées, musulmans, chrétiens ou juifs, ils étaient dans la rue pour crier "Nous sommes tous des palestiniens !"

Aussi, il est inacceptable qu'à Paris, ce dimanche 13 mai, en marge de la manifestation, certains individus aient provoqué des troubles en tentant de pénétrer de force dans deux synagogues et en proférant des propos contre les juifs. On ne touche pas à un lieu de culte quel qu'il soit ! Toute parole antisémite, raciste ou islamophobe est intolérable, elle ne relève pas de la liberté d'opinion mais du délit !

Le conflit israélo-palestinien n'est ni religieux, ni "ethnique", c'est un conflit politique dont la cause est l'occupation d'un territoire et la poursuite de la colonisation par Israël. L'intolérance et le racisme n'ont pas leur place dans le soutien au peuple palestinien au risque de desservir sa cause !

Alors que le président palestinien Mahmoud Abbas demande que la Palestine soit sous "protection internationale" des Nations unies, la mobilisation populaire doit s'amplifier pour exiger cette mesure de protection, pour exiger des sanctions contre Israël jusqu'au respect du droit international, pour exiger que le gouvernement français s'engage dans cette voie, la seule qui peut nous conduire à la paix. Cette mobilisation pacifique que le PCF appelle de ses vœux se doit d'être exemplaire.

14 juillet 2014 Fabienne Haloui, Commission Droits et Libertés au PCF

+++++

+++

Roms de Plombières, un acharnement d'inhumanité. Jean-Marc Coppola PCF

Après l'expulsion du bidonville de la Parette en juin, celui de Plombières pourrait intervenir jeudi 24 juillet. Loin de régler la situation d'urgence dans laquelle se trouvent ces familles, les évacuations sauvages aggravent un peu plus leur détresse.

Tant que des solutions de relogement ne seront proposées qu'à quelques familles, la majorité d'entre elles continueront à errer de site en site, insalubres et

dangereux. Pour les enfants, les conséquences sont encore plus terribles : chaque expulsion implique une déscolarisation et donc la privation d'un maillon essentiel à l'insertion.

La municipalité de Jean-Claude Gaudin, qui n'a fait que verser des larmes de crocodile devant l'indignité de la situation, ne pouvait pas trouver meilleur allié que le gouvernement Hollande-Valls qui agit avec le même mépris pour les droits humains que sous l'ère Sarkozy.

De la même manière que tous les engagements du candidat social-démocrate de 2012, la circulaire interministérielle proposant des pistes intéressantes est tombée aux oubliettes.

Que ce soit face à la finance, aux grands patrons, aux rétrogrades de toute sorte ou au bourreau Netanyahu, les convictions du Parti socialiste s'évaporent au moindre froncement de sourcil.

Je demande à l'Etat, à ses représentants locaux mais aussi à la ville de Marseille et à la Communauté urbaine de mettre un terme au scénario du pire et d'engager de véritables actions pour ne pas condamner des hommes, des femmes et des enfants à la misère contre laquelle ils se battent quotidiennement.

Expulser, ce n'est pas régler, c'est être lâche. Quand on choisit l'engagement politique, c'est pour apporter des solutions qui ne sortent pas du cadre républicain et de la dignité humaine.

Fier de porter les valeurs de la gauche humaniste, je serai présent sur place, jeudi 24 juillet, auprès des familles, afin de chercher avec les associations, des réponses à leurs besoins vitaux.

**22 juillet 2014 Jean-Marc Coppola Conseiller municipal de Marseille
Vice-président de la Région PACA**

++++
+++

Laïcité à la Morano : un racisme à peine voilé !

«*La France est un État laïc: Il convient de l'aimer, de respecter sa culture et le droit des femmes ou il convient d'aller vivre ailleurs !*» : il est incroyable qu'une ancienne ministre puisse tenir de tels propos à la vision d'une femme voilée sur une plage.

La « laïcité » de Nadine Morano est celle de l'extrême droite qui vise à rendre acceptable un racisme à peine voilé, générateur de tensions, de rejets et de divisions.

Nadine Morano oublie que la majorité des 6 millions de musulmans sont des citoyens français qui n'ont pas vocation à aller vivre ailleurs. La laïcité, c'est aussi ce qui leur permet de vivre leur foi dans le cadre des lois républicaines qui garantissent la liberté de conscience pour tous et la non-discrimination en matière de religion et de conviction.

Quoi que l'on pense d'une tenue vestimentaire, son choix relève d'une liberté individuelle protégée par la loi.

Quant au droit des femmes, Nadine Morano, féministe à géométrie variable, devrait balayer devant la porte de l'UMP qui a payé des amendes aux élections législatives pour non-respect de la parité et qui s'apprête, de nouveau, à contourner la parité, aux élections sénatoriales du 28 septembre 2014.

C'est la preuve que la domination patriarcale n'est pas extérieure à l'identité de la France et que le combat pour l'égalité homme-femme est un combat permanent.

20 août 2014 Fabienne HALOUI Commission Droits et Libertés au PCF

++++
++++

Une de Minute: l'extrême droite aboie, la France continue d'avancer !

Alors que le directeur de Minute est cité à comparaître le 24 septembre devant le tribunal correctionnel pour injure à caractère racial, pour avoir titré "Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane", voilà que l'hebdomadaire d'extrême droite récidive en invectivant Najat Vallaud Belkacem avec une une à caractère raciste et islamophobe: "Une marocaine musulmane à l'éducation nationale, la provocation Vallaud Belkacem"

Cette une laisse entendre que l'origine et la religion de cette femme posent problème pour accéder à une fonction ministérielle: c'est intolérable.

Par deux fois, ce sont des femmes qui ont été prises à partie. Visiblement, pour Minute, la politique est une affaire réservée aux hommes blancs.

Le débat démocratique permet la confrontation d'idées et la contestation des choix gouvernementaux, mais il n'autorise pas ces dérapages nauséabonds !

L'immigration est constitutive de l'identité de la France : hier Emile Zola, Léon Gambetta, Henri Krasucki, Pablo Picasso... aujourd'hui Eva Joly, Anne Hidalgo, Rama Yade, Najat Vallaud Belkacem. Ces noms nous rappellent que des étrangers ont fait la France, qu'il en est ainsi aujourd'hui et qu'il en sera de même demain.

L'extrême droite aboie, la France continue d'avancer.

Le 3 septembre 2014 Fabienne HALOUI Commission Droits et Libertés du P.C.F

++++
++++

Assassinat d'Hervé Gourdel: détestable tentation islamophobe! Fabienne Haloui PCF

Après les multiples déclarations de colère de tous milieux face à l'assassinat de Hervé Gourdel, après les déclarations de nombreuses organisations musulmanes, après l'émotion exprimée, sur les réseaux sociaux, par de très nombreux anonymes horrifiés que l'on puisse commettre de tels atrocités au nom de leur religion, on aurait pu penser que l'esprit de responsabilité l'emporterait sur la tentation de la polémique islamophobe.

C'était sans compter sur l'initiative du Figaro * qui a mis, ce jeudi 25 septembre, un sondage sur internet : « Assassinat d'Hervé Gourdel : Estimez-vous suffisante la condamnation des musulmans de France ? ».

Une telle question supposerait qu'un possible lien existe entre l'islam et le terrorisme ; la communauté musulmane serait ainsi sommée de se désolidariser de la barbarie devant fournir des preuves sur sa distance avec des fanatiques qui justifient leurs crimes par la religion.

C'est cette escalade islamophobe insuffisamment dénoncée par les responsables politiques (déclarations méprisantes sur l'islam, profanations de mosquées, agressions de femmes voilées, insultes, discriminations) et insuffisamment sanctionnée qui entretient l'idée du musulman nouvel ennemi de l'intérieur et l'inadmissible théorie du Choc des civilisations. Le Parti Communiste condamne ce climat insupportable et celles et ceux qui l'entretiennent.

Depuis la publication, en avril dernier, du rapport de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme qui a conclu à la hausse, depuis 4 ans, des paroles et des actes racistes, à l'intolérance religieuse envers les musulmans, depuis que la CNDCH a conclu à la reconnaissance d'un nouveau racisme l'islamophobie, nous attendons, depuis 6 mois, des engagements et des actes forts du Gouvernement Valls contre le racisme qui gangrène le vivre ensemble et fragmente toujours plus la société ! Il y a urgence.

26 septembre 2014 Fabienne HALOUI Responsable nationale de lutte contre le racisme et pour l'égalité au Parti Communiste Français

++++
++

Eric Zemmour, l'incarnation de la pensée raciste et xénophobe

Eric Zemmour s'est encore répandu dans les médias. Le quotidien est cette fois-ci italien « Corriere della serra », certainement pour échapper aux poursuites judiciaires pour incitation à la haine raciale.

Invité sur toutes les ondes, Eric Zemmour est le plus grand propagandiste de la théorie d'extrême droite du grand remplacement. Islamophobe confirmé, il théorise sur l'impossible mélange entre français et arabes, compare l'immigration à l'invasion allemande pendant la guerre, et affirme, pour justifier la déportation de musulmans que la « situation d'un peuple dans le peuple, des musulmans dans le peuple français, nous conduira au chaos et à la guerre civile".

Le racisme n'est pas une opinion mais un délit.

Quelle différence entre Eric Zemmour et le sulfureux Bloc Identitaire avec lequel même Marine Le Pen refuse de s'afficher officiellement ? Quelle différence entre Eric Zemmour qui veut déporter les musulmans et le député maire d'extrême droite Jacques Bompard qui déclarait récemment aux assises de la remigration du Bloc Identitaire, militer pour "encourager le départ de ceux qui polluent notre société".

Il semble malheureusement qu'il n'y ait guère de différences entre ces idéologues de l'extrême droite dure interdits d'antenne et Eric Zemmour dont les médias ont assuré la promotion du livre "Le suicide français".

Face à cette normalisation, autant inquiétante que scandaleuse, de la pensée raciste et xénophobe incarnée par Eric Zemmour, le PCF appelle au sursaut.

17 DECEMBRE 2014 Fabienne Haloui, Responsable de la Commission "Lutte contre le Racisme et pour l'égalité des droits au PCF,

+++++

ANNEE 2013

+++++

Profanation de la mosquée d'Escaudain : « des actes intolérables

»

Une nouvelle fois la mosquée d'Escaudain en Seine et Marne a été profanée ce weekend par des croix gammées et autres inscriptions nazies. Le PCF condamne avec la plus grande fermeté ces actes intolérables et assure de son soutien les musulmans meurtris par ces incitations à la haine et au rejet de leur communauté religieuse.

Le PCF condamne le climat islamophobe et plus largement le climat d'intolérance entretenus par l'extrême droite et une partie de la droite qui surfant sur les peurs et les difficultés des gens, nous présentent le musulman comme le nouvel ennemi de l'intérieur menaçant l'identité nationale, la laïcité à coup de pain au chocolat, de viande hallal et de foulard. Il est urgent de mettre un terme à ces campagnes en promouvant les valeurs du vivre ensemble et de la tolérance.

15 AVRIL 2013 Fabienne HALOUI, responsable de la commission Droits et Libertés au PCF

++++
+

Roms : "Valls conduit une politique de bouc émissaire"

Le Comité Interministériel de Lutte contre le racisme et les discriminations a conclu que l'année 2012 avait été marquée par un développement des actes et des propos racistes, xénophobes, antimusulmans et antisémites, banalisés car colportés par certains discours publics.

Cette conclusion est le résultat de la politique de Nicolas Sarkozy qui a fait le choix de labourer les terres d'extrême droite, exploitant les peurs, déplaçant la question sociale sur le terrain identitaire, alimentant un racisme « culturel », véritable arme de division massive.

Problème. En s'attaquant une fois de plus aux Roms, Manuel Valls "fait du Sarkozy" et légitime le rejet de l'autre, la xénophobie contre des populations vulnérables et démunies.

Cette politique du bouc émissaire décrédibilise l'annonce du Comité interministériel de renforcer la lutte contre les préjugés et contre le racisme. De plus, le Gouvernement recule sur 2 propositions du candidat Hollande dans la lutte contre les discriminations : le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales et la lutte contre le contrôle au faciès.

Le gouvernement va-t-il laisser la droite faire sa loi sous l'argument que la gauche ne disposerait pas de la majorité des 3/5 au Parlement ? Seuls les combats qui ne sont pas menés sont perdus d'avance. Il est encore temps d'engager la procédure parlementaire pour que les résidents étrangers votent aux élections municipales de 2014.

Quant à la lutte contre le contrôle au faciès abandonnée par Manuel Valls, Marie-George Buffet a déposé une proposition de loi. La majorité pour l'adopter existe.

21 mars 2013 Parti communiste Français

++++

ROMS : « la réalité contraste avec les promesses »

En mars 2012, le candidat François Hollande dénonçait les stigmatisations contre les Roms (expulsions brutales à répétition, interdiction de travailler et de se former, reconduites aux frontières sans résultat...).

Un an plus tard, alors que la politique du chiffre et du bouc émissaire est « officiellement abandonnée », « les autorités françaises continuent à pratiquer une politique de rejet et à violer les droits fondamentaux de ces personnes ».

C'est la conclusion du rapport rendu public ce 9 avril 2013 par l'Association Européenne pour la Défense des Droits de l'Homme (AEDH) et la LDH.

La réalité contraste avec les promesses. Les paroles électorales sont bien différentes des « propos sarkoziens » de Manuel Valls et avec une réalité pour le moins alarmante. Durant le 1^{er} trimestre 2013, plus de 4 000 personnes ont ainsi été expulsées de leurs lieux de vie sans solution de relogement contrairement aux directives de la circulaire interministérielle du 26 août 2012.

Alors que le jugement du Tribunal Administratif de Lyon en faveur des Roms a récemment mis en accusation l'Etat qui manque à ses obligations, il y a urgence. Urgence que le Gouvernement s'engage dans la lutte contre les discriminations subies par les Roms, urgence qu'il s'engage dans le respect des droits humains fondamentaux, des droits inaliénables.

Le PCF et ses partenaires du Front de gauche continueront à lutter contre ces discriminations et leur banalisation.

11 avril 2013 Fabienne Haloui, responsable de la commission « Droits et Libertés » au PCF

+++++

Roms : Après le drame de Lyon, « plus d'expulsion sans relogement systématique »

Deux enfants et une femme ont péri dans la nuit de dimanche à lundi dans un incendie qui a ravagé une usine désaffectée de Lyon occupée par plus de 200 Roms. Présent sur place, le ministre de l'Intérieur a manifesté sa "profonde tristesse" tout en déclarant qu'il fallait continuer à évacuer "les campements de fortune", "un vrai danger" selon Manuel Valls.

Face à ce drame affreux, ce discours est devenu insupportable.

Cette tragédie démontre que le recours aux évacuations sans relogement durable et viable pour les familles ne règle rien. D'expulsion en expulsion, des familles Roms se mettent à la merci de solutions d'hébergement de plus en plus dangereuses. Cela doit cesser.

Après ce drame, plus d'expulsion sans solution viable en terme de logement et de possibilité de travail. Le sort de milliers de familles Roms en dépend.

13 mai 2013 Parti communiste Français

+++++

Déclaration du PCF suite à l'agression d'une jeune femme à Argenteuil

Le PCF95 condamne avec la plus grande force la nouvelle agression dont a été victime une jeune femme à Argenteuil ce jour.

Parce qu'elle portait le voile, elle a été humiliée par ses agresseurs, frappée à coup de pied alors qu'elle est enceinte. Elle est une nouvelle victime de la violence barbare des extrémistes de droite. La mort de Clément n'aura donc pas suffi !

Tous ceux qui banalisent les propos xénophobes doivent se sentir responsables de cette dérive. De plus, le fait de mettre sur un pied d'égalité extrême-droite et extrême gauche gomme une vérité tenace : seule l'extrême-droite s'attaque aux libertés républicaines en s'en prenant violement à ceux qui ont une idée politique contraire à eux mais aussi à ceux qui sont musulmans, juifs, femmes ou homosexuels.

Monsieur Valls, hier toutes les forces de gauche du Val d'Oise (partis, syndicats, associations) étaient réunies à Argenteuil devant la stèle érigée en la mémoire de Gabriel Péri, victime de la barbarie nazi. Tous réclamaient la dissolution immédiate de tous les groupuscules d'extrême-droite. Vous devez nous entendre !

13 juin 2013 PCF 95

++++
++++

Roms/Propos de Bourdouleix : « Paroles indignes d'un élu de la République »

La banalisation des dérapages verbaux contre les gens du voyage et les Roms encourage certains élus de droite à formuler ouvertement des propos racistes. La preuve par le député Maire UDI Gilles Bourdouleix ce dimanche à Cholet qui a déclaré à propos de gens du voyage installés sur un terrain privé : « Hitler n'en a peut-être pas tué assez ! ». C'est inacceptable !

Aucune situation, aucun coup de colère ne peut justifier le renvoi à l'horreur concentrationnaire nazie dans son entreprise de génocide. Le PCF condamne ces propos intolérables avec la plus grande fermeté. Ces paroles sont indignes d'un élu de la République qui n'en est malheureusement pas à son premier dérapage. Sa présence au parlement fait honte à la représentation nationale. Des poursuites doivent être engagées.

22 juillet 2013 Parti communiste Français

++++
++++

La musulmanophobie : le PCF condamne les actes racistes

Tags à la peinture rouge sur le Palais des Papes à Avignon insultant le prophète Mahomet, arrestation d'un militaire qui projetait d'attaquer à l'arme à feu la mosquée de Vénissieux, croix gammées sur la façade d'une salle de prière musulmane à Lesparre Medoc en Gironde, agressions et insultes à répétition contre des femmes portant le foulard : les actes anti-musulmans se multiplient et leur banalisation est inquiétante.

La présentation de l'islam comme un "problème", comme une religion incompatible avec la république, l'amalgame avec le terrorisme et l'intégrisme encouragent le passage à l'acte et l'expression d'une intolérance inacceptable.

Il est urgent que les pouvoirs publics se mobilisent contre cette nouvelle forme de racisme qui n'est pas la continuation du rejet des étrangers et des immigrés : comme il existe un racisme contre les juifs, il existe un racisme contre les musulmans.

Refuser de définir le mal c'est sous-estimer la lutte à engager. Le recours au terme "islamophobie" fait débat. Pourquoi ne pas reconnaître officiellement que la musulmanophobie est une nouvelle forme de racisme rejetant des hommes et des femmes en raison de leurs croyances et de leurs pratiques religieuses ? Comme le xénophobe a la haine de l'étranger, le musulmanophobe a la haine du musulman.

Reconnaître cette réalité, c'est s'engager pour faire reculer les préjugés sur l'islam, 2ème religion de France et faire accepter cette France religieusement plurielle. La laïcité est garante de l'égalité des droits, de l'acceptation des différences, du respect de la liberté de conscience et de culte, et du refus de l'intégrisme.

15 AOUT 2013 Parti Communiste Français

Roms : La gauche doit cesser de se placer sur le terrain de la droite

Le ministre de l'Intérieur s'est livré à une habituelle surenchère au sujet des Roms. Pour Manuel Valls, les Roms ne veulent pas s'intégrer et ils « ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie ». Ces déclarations xénophobes doivent cesser au plus vite.

Ces familles, dans le plus cruel dénuement, doivent être aidées avant d'être montrées du doigt et désignées à la vindicte populaire. La gauche doit cesser de se placer sur le terrain de la droite où la bêtise le dispute souvent à l'ignorance. Elle y perdra son âme.

Cette politique de bouc émissaire, la gauche l'a combattue ensemble en son temps, quand Nicolas Sarkozy se livrait à une détestable course à échalote avec le Front national. Ce qui était vrai hier, doit l'être aujourd'hui.

24 septembre 2013 Fabienne Haloui, Responsable de la commission « Droits et libertés » au PCF

+++++

Roms/Expulsion Leonarda : le PCF condamne cette abomination !

Leonarda, une collégienne Roms du Doubs a été expulsée pendant sa sortie scolaire. Arrêtée sur le parking du Collège Lucie-Aubrac, elle a rejoint sa famille, pour un aller simple pour le Kosovo. Cette arrestation, est révoltante. Même la droite, qui pourtant ne prenait pas de gant avec les reconduites aux frontières des étrangers, n'avait jamais osé s'en prendre à des enfants pendant leur temps d'activité scolaire.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, se justifie en affirmant, assuré, « veiller scrupuleusement au respect des droits des étrangers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement ». Quelle indignité. Voilà qui en dit long sur la cohérence d'un propos, celui d'un ministre de l'Intérieur, qui jugeait les roms incapables de s'intégrer. Cette décision, que Manuel Valls assume et revendique, signe la défaite d'une politique. La gauche ne peut dignement pas se prendre au jeu des arrestations d'enfants et encore moins à l'école.

Le PCF condamne avec la plus grande fermeté cette abomination. La ligne rouge est franchie.

16 octobre 2013 Fabienne Haloui, Responsable de la Commission "Droits et Libertés" au PCF

++++
+++

Stop à la haine raciste par Fabienne Haloui, PCF

Christiane Taubira à nouveau victime d'insultes racistes ! Ignoble, abject ! On imagine dans quel climat de haine et de mépris peuvent grandir des enfants qui scandent « C'est pour qui la banane ? C'est pour la guenon ! »

Ces attaques racistes contre la ministre de la Justice surviennent alors que la droite et l'extrême droite ne cessent de désigner des boucs émissaires, de stigmatiser, de prôner le rejet de l'autre et de crier à l'immigration invasion.

Ces propos interviennent dans un contexte d'intolérance, de banalisation et d'hypermédiatisation du FN qui contribue à légitimer l'inacceptable. Stop à la violence verbale, stop à la haine raciste, stop aussi aux politiques d'austérité qui génèrent chômage, inégalités et souffrances sociales, terreau sur lequel l'extrême droite distille son poison !

25.10.2013 Fabienne Haloui, Responsable de la Commission "Droits et Libertés" au PCF

++++
+++

Le PCF appelle au rassemblement unitaire anti-raciste

Les actes et propos racistes s'expriment de plus en plus ouvertement dans notre pays alors que le Front National bénéficie d'une promotion médiatique indécente.

Avec la campagne abjecte subie par la ministre Christiane Taubira, un pas dans l'inacceptable a été franchi.

Le racisme n'est pas une opinion mais un délit, ne l'oublions jamais!

La recherche de boucs émissaire: l'Autre, musulman, étranger, noir, rom, juif, nous conduit sur les pistes dangereuses de la division, la haine, la violence. Elle permet d'éviter de désigner les vraies responsables de la crise: la course à la finance, aux profits, à la rentabilité immédiate...

Le responsable ce n'est pas l'Autre, c'est le capital!

Nous appelons notre peuple à se rassembler et à s'unir dans sa diversité et ses différences pour faire prévaloir l'humain d'abord, construire un projet de biens communs, de liberté, d'égalité, de fraternité dans une République sociale, démocratique, participative.

Le PCF soutient les rassemblements et manifestations du 30 novembre contre le racisme, organisés par de nombreuses associations et syndicats, et appelle à y participer.

25 novembre 2013 Parti Communiste Français

+++++

Face au racisme ne baissons pas la garde ! Fabienne HALOUI PCF

Il y a 30 ans, 100 000 enfants d'immigrés et militants anti racistes manifestaient à Paris pour l'égalité des droits. Victimes de violences racistes, maintenus dans l'invisibilité, ces fils et filles, nés sur le sol, de parents immigrés demandaient ce que la République leur refusait : l'égalité.

30 ans après, sur fond de crise économique, malgré certaines avancées, un constat s'impose : notre société n'a pas traité ses enfants à égalité. A situation sociale égale, les enfants et petits enfants d'immigrés du Maghreb et d'Afrique Subsaharienne sont plus discriminés. La couleur de leur peau et leur patronyme en font des éternels immigrés ! Français à 97 % ils se sentent toujours perçus comme des «issus de », et à 67 %, ils pensent que « Le regard des autres ne fait pas d'eux des Français».

Rien d'étonnant puisqu' 1 français sur 3 conteste leur appartenance à la nation. Au nom d'une France mythique mais irréaliste, les théoriciens du choc des civilisations identifient la menace, une immigration de masse et un nouvel ennemi de l'intérieur, le musulman. Ils déplacent ainsi la question sociale sur le terrain identitaire favorisant le développement d'un racisme culturel, largement banalisé par la mandature Sarkozy, un racisme décomplexé et assumé comme en attestent les propos tenus sur les roms ou les musulmans.

Les attaques abjectes contre Christiane Taubira et le racisme ordinaire subi par des millions de français anonymes nous démontre qu'il ne faut jamais baisser la garde. Le gouvernement doit donner l'exemple en déclarant la lutte contre le racisme et les discriminations, grande cause nationale, en produisant des actes concrets pour l'égalité parmi lesquelles : le droit de vote des résidents étrangers, la mise en place d'un récépissé contre les contrôles au faciès, la régularisation des sans-papiers. La réalisation d'un travail de mémoire et d'histoire critique sur la colonisation et les migrations est aussi indispensable : Vieux pays d'immigration, pluriel, métissé, multiconfessionnel la France ne se représente pas et ne s'assume pas comme tel. Ouvrons ce débat !

Le Parti communiste signataire de l'appel du Collectif national "Egalité des droits et justice pour tous" sera partie prenante de la manifestation du 7 décembre 2013 à 14 heures 30 à Paris, il appelle à y participer largement.

**4 décembre 2013 Fabienne HALOUI
Commission Droits et Libertés du PCF**

++++
++

ANNEE 2012

++++

Le PCF dénonce les attaques ignobles des soutiens de Marine Le Pen

Jeudi 2 février, lors de la présentation de ses soutiens par Marine Le Pen, un certain Michel Ciardi, fondateur d'une association confidentielle baptisée « Union des Français juifs », s'en est violemment pris au PCF, attaquant « les communistes et les Verts (qui) soutiennent le Hamas, qui veut terminer le travail qu'Hitler a commencé ». Pour lui, « ce sont de braves gens qui n'aiment les Juifs que morts et ne veulent pas les voir vivants », n'a-t-il pas hésité à dire. Cette attaque est ignoble, digne de la fange dans laquelle le Front national n'hésite pas à se vautrer. La manœuvre, en plus d'être misérable, est grossière. Elle aura du mal à faire oublier à quelle point antisémitisme et extrême droite française sont les deux faces de la même pièce. Le PCF est déterminé à ne pas céder un pouce de terrain devant le discours de haine de Marine Le Pen et de ses amis!

3 février 2012 Parti Communiste Français

++++

Fusillade à Toulouse : « un crime monstrueux » (Pierre Laurent)

Je me suis adressé cet après-midi par courrier au Président du Crif et au grand Rabbín de France pour leur exprimer ma peine et celle des communistes suite au drame bouleversant qui a touché ce matin 3 enfants et un adulte à Toulouse. La fusillade qui a ôté la vie aux élèves et au professeur de l'école Ozar-Hatorah à

Toulouse est un acte barbare et inhumain qui me plonge ce matin dans un profond état de révolte et de tristesse. En ce moment douloureux, je veux vous dire avec fraternité, au nom des communistes, que nous partageons votre peine et votre colère. Je veux vous dire aussi notre détermination à mettre un terme à ce climat de stigmatisation de femmes et d'hommes, en raison de leurs origines ou de leur religion, qui s'est installé dans notre pays. En appelant la police à faire diligence pour retrouver l'assassin et la justice à faire son œuvre, je me permets par votre intermédiaire, d'adresser aux familles et à la communauté juive mes sincères condoléances.

19 Mars 2012 Pierre Laurent (PCF)

++++
++++

Sédentaires, les roms ont besoin d'un logement !

Quelques jours après les annonces gouvernementales, reçues favorablement tant par la gauche que par Bruxelles, quant à l'accueil des roms dans notre pays, le démantèlement d'un camp de roms à Evry (91) hier a bouleversé tous les démocrates. En particulier, les 4 millions d'électeurs du Front de gauche qui ont contribué par leur voix à la victoire de François Hollande.

Les conditions de vie inacceptables dans les camps ne peuvent conduire à jeter à la rue des enfants, des femmes et des personnes âgées. Les hébergements d'urgence pour une durée de quelques jours ne peuvent que rendre les possibilités de logement un peu plus précaires, entraînant pour beaucoup d'entre eux la perte de leur emploi et même l'accès à la scolarisation, et renvoyant ces populations à la mendicité.

Le PCF regrette que le gouvernement n'ait pas eu le souci des conséquences de cette expulsion, sur les conditions de vie de ces hommes et ces femmes.

Être de gauche c'est se battre pour offrir les solutions. Les roms sont sédentaires et comme nombre de nos compatriotes, ils ont besoins d'un logement. Face à la crise du logement que connaît notre pays il n'y a d'autres solutions durables que d'envisager un véritable plan Marshall de construction de logement sociaux.

À court terme il faut mettre en place un dispositif engageant l'état et les collectivités territoriales dans un esprit responsable et solidaire.

D'ores et déjà, des villes et des départements ont engagé des expériences porteuses d'avenir et d'espoir. Il faut en prendre la mesure et lancer une réflexion nationale et départementale s'appuyant sur ces expériences.

L'organisation de tables rondes nationale et départementales associant représentants du gouvernement, élus des collectivités territoriales et associations qui agissent auprès des familles dévient après les événements d'aujourd'hui le geste que doit produire le gouvernement Ayrault. Avant toute nouvelle initiative du ministre Valls, il faut imposer un moratoire sur les expulsions.

28 aout 2012 Parti Communiste Français

+++++